

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2390 - 23 mai 2014 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

En France et en Europe

**Le camp des
travailleurs
doit se faire
entendre**

M 06189 - 2390 - F: 1,00 €



La mort de 300 mineurs en Turquie
Patrons criminels

SOMMAIRE

Leur société

- p. 4/5 ■ Élections européennes
- p. 6 ■ Valls promet des réductions d'impôts...
 - Croissance nulle sauf pour le chômage et les profits
- p. 7 ■ À Nantes les réacs se sont fait rhabiller
 - Fil rouge
- p. 10 ■ Hôpitaux : pas de lits pour les uns, luxe pour les autres
 - Pénibilité
 - Les Mulliez, pôvres patrons
 - Alstom - General-electric

Dans le monde

- p. 14 ■ Bosnie : inondations et séquences de la guerre
 - Belgique : les candidats de Lutte Ouvrière
- p. 15 ■ Mali : la guerre reprend à Kidal
 - Inde : le Congrès a fait le lit de l'extrême droite
- p. 16 ■ Turquie : plus de 300 morts à la mine de Soma

Dans les entreprises

- p. 11 ■ SNCF journée du 22 mai
 - Communaux de Reims
 - Fidelia - Tours
- p. 12 ■ Intermarché - Reyrieux et Miribel
 - Federal Mogul - Chasseneuil du Poitou
 - Nutribio - Montauban
- p. 13 ■ Seita - Carquefou
 - Gefco - Parc industriel de la Plaine de l'Ain
 - Hospices civils - Lyon
 - LCL - Tour Denoyelle

La fête de Lutte Ouvrière

- p. 8 et 9

• Kerviel et la Société générale

Une banque au-dessus de tout soupçon

Juste avant que Jérôme Kerviel ne se constitue prisonnier, son ancien employeur, la Société générale, s'était fendu d'un communiqué rageur contre « la violence du tapage médiatique » orchestré par l'ex-trader. Et de rappeler que « trois juridictions de la République (tribunal de grande instance, cour d'appel et Cour de cassation) ont, à trois reprises et chacune collégialement, confirmé sans équivoque la responsabilité pénale exclusive de Jérôme Kerviel ».

Les décisions de justice constituent un paravent bien pratique pour les dirigeants de la Société générale. Elles protègent leur système. Les quelque 3 000 traders employés par cette banque en sont un des rouages majeurs. Kerviel en a été un des éléments, consentant et intéressé. Frédéric Oudéa, l'actuel PDG, en constitue un autre. Ce PDG, ancien conseiller technique de Sarkozy alors ministre du Budget entre 1993 et 1995, est ensuite passé à la Société générale comme responsable du département « banque de financement » à Londres, puis directeur financier, avant de prendre la tête de la banque à la

faveur de l'affaire Kerviel.

S'il y a des traders et des PDG, c'est qu'il y a des actionnaires pour leur demander des comptes sur le résultat de leurs spéculations. C'est ainsi qu'Oudéa a présenté le 13 mai dernier son « plan stratégique à l'horizon 2016 », qui prévoit de « dégager 13 milliards d'euros de capitaux supplémentaires » par rapport à 2013. Sur ces milliards, combien iront grossir la spéculation? Évidemment, cela reste dans la plus grande opacité! En revanche, il est précisé que « 5 milliards d'euros seront réservés aux dividendes, avec un taux de distribution aux actionnaires de 40 % en 2014 et une cible de 50 % en 2015 et 2016 ».

Cinq milliards d'euros? C'est la perte reprochée à Kerviel. Mais qu'une somme aussi monstrueuse puisse être dégagée pour aller grossir les bénéfices, dont la moitié devrait être distribuée aux actionnaires, c'est parfaitement légal et c'est même l'objectif déclaré de la banque. Mais là, la justice et Sapin, qui a parlé de l'escroc Kerviel mais pas de l'escroc Oudéa, ne trouvent rien à redire.

Jean SANDAY

• Réunions publiques avec Nathalie Arthaud

GRENOBLE

Jeudi 22 mai à 20 h 30

Salle Le Prisme à Seyssins
avec Chantal Gomez

LE HAVRE

Vendredi 23 mai à 19 h 30

Salle René-Cassin - 130, rue Anatole-France
avec Éric Pecqueur

• 24 mai, au Père-Lachaise

Commémoration de la Commune de Paris

Comme chaque année, samedi 24 mai, les Amis de la Commune appellent à se rassembler au cimetière du Père-Lachaise, là où reposent de nombreux combattants de la Commune et d'autres militants ouvriers.

La Commune de Paris fut le premier État ouvrier, un État à bon marché et sans corruption. Que la classe ouvrière prenne ainsi les commandes de la société était un fait insupportable pour la bourgeoisie, qui leva

une troupe pour l'écraser.

Les combattants de la Commune, qui ont ouvert la voie à d'autres luttes du mouvement ouvrier, avaient conscience que seule la classe ouvrière en lutte peut libérer l'humanité. Il ne faut pas l'oublier.

Lutte Ouvrière s'associe à ce rassemblement.

**Samedi 24 mai, à 14 h 30
à l'entrée du cimetière
Père-Lachaise
rue des Rondeaux, Paris 20^e
métro Gambetta**

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continuent à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante:

**LUTTE OUVRIÈRE BP 233
75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Dépôt légal mai 2014.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière

l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière

multimédia

(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière

audio

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information

hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande		

Dimanche 25 mai

Votez et faites voter pour les listes Lutte Ouvrière

Les élections européennes ont lieu dimanche. L'écœurement et le dégoût suscités par la politique antiouvrière du gouvernement doivent s'exprimer.

Tant que nous ne sommes pas en mesure de faire reculer le gouvernement, nous sommes bien forcés de subir sa politique, mais nous pouvons dire que nous la rejetons. « Qui ne dit mot consent », dit le proverbe. Eh bien, il ne faut pas laisser croire que nous sommes consentants !

Il faut dire que trop, c'est trop. Il faut dire que l'on n'accepte pas ce chômage de masse, cette précarité, ce chantage à la compétitivité, quand les milliards débordent des coffres-forts de la bourgeoisie.

Cela ne remplacera pas les luttes nécessaires. Mais comment reprendre le chemin des mobilisations collectives, si nous ne commençons pas par dire que nous ne sommes pas d'accord et que nous ne voulons pas nous laisser faire ?

Le PS, l'UMP et le FN sont en compétition pour gouverner pour le compte de la bourgeoisie. Il faut tous les rejeter. Ils placent tous le débat sur un terrain qui est étranger aux intérêts des travailleurs. Ils opposent l'euro au franc, pour ne pas avoir à se positionner sur le niveau des salaires. Ils opposent la France à l'Europe, pour masquer la responsabilité patronale. Ils opposent le protectionnisme à la mondialisation, pour ne pas parler du capitalisme.

C'est de la diversion et les travailleurs n'ont pas à se laisser détourner du seul combat qu'ils ont à mener, celui qui leur permet d'inverser le rapport de force avec le grand patronat.

Le vote Lutte Ouvrière signifiera que les travailleurs renvoient dos à dos tous ces partis qui aspirent à gouverner sans rien changer à l'ordre social actuel. L'abstention, qui favorise l'un ou l'autre, ne suffit pas. Il faut exprimer sans ambiguïté une opposition ouvrière et mettre en avant ses exigences.

Lutte Ouvrière se présente au nom d'un programme de lutte pour les travailleurs : l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans baisse de salaire ; l'augmentation des salaires, des retraites et leur indexation sur l'inflation ; la transparence sur les comptes de la bourgeoisie et ceux des entreprises. Ceux qui partagent ces objectifs pourront le dire avec le bulletin Lutte Ouvrière.

Beaucoup, au premier rang desquels le Front na-

tional, disent que tout est de la faute de Bruxelles et qu'il faut considérer les travailleurs des autres pays d'Europe comme des concurrents, des ennemis ou des adversaires.

Des adversaires, ceux qui aux quatre coins de l'Europe subissent les mêmes licenciements, les mêmes blocages de salaire, la même démolition des services publics ? Des ennemis, les mineurs turcs qui sont morts dans l'explosion de la mine de Soma ? Des concurrents, ceux qui viennent travailler sur les chantiers de construction ? Des travailleurs comme nous tous, bien forcés d'aller où ils peuvent gagner leur vie !

Le patronat a unifié le sort des classes populaires dans toute l'Union européenne. De la Grèce à la Bulgarie en passant par l'Allemagne, les coupes dans les budgets publics, l'exploitation, les baisses de salaire, le chômage sont le lot de tous les travailleurs.

Les travailleurs d'Europe et d'ailleurs, contraints d'émigrer pour trouver du travail, se sont aussi mélangés. Il faut en faire une force.

Depuis toujours, le patronat cherche à mettre en concurrence les travailleurs, à casser les salaires et à aggraver l'exploitation. Il mise sur la résignation, sur les préjugés nationalistes et sur le fait que les travailleurs ne sauront pas s'organiser pour réagir. Ne tombons pas dans le piège.

Nos intérêts de classe nous unissent face au grand patronat. Il faut en être conscient et ne pas se laisser diviser. Il faut rejeter le nationalisme car, face à la bourgeoisie mondialisée, l'émancipation des travailleurs sera internationale ou ne sera pas.

Les travailleurs n'ont pas à se battre pour plus de frontières, ils ont à combattre le capitalisme. Le carcan, ce n'est pas l'Europe, c'est la loi du profit. Le verrou qu'il faut faire sauter, c'est le pouvoir absolu de la bourgeoisie et des financiers.

Qui démarrera le combat ? Les mineurs de Turquie ? Les ouvrières du Bangladesh ? Les ouvriers de Tunisie, d'Espagne, de Grèce, de France ? L'avenir nous le dira.

Alors, dans ces élections, affirmez que le prolétariat, avec ses composantes originaires de tous les continents, constitue une seule et même classe sociale. Affirmez que, moins il y a de frontières, mieux c'est pour les exploités. Affirmez la nécessité d'une société débarrassée de l'exploitation.

Votez et faites voter Lutte Ouvrière.

• Une urgence absolue

Augmentation des salaires et des pensions, et échelle mobile !

Le journal économique *Les Échos* s'inquiétait dans un article du 13 mai de « la hausse des salaires plus forte que l'inflation ». Cela relaye à sa façon les déclarations du président du Medef, qui plaide, lui, « pour une modération salariale ». Mais cette « modération salariale » est déjà bien réelle pour des millions de salariés, quand ce ne sont pas des baisses brutales de rémunération.

D'ailleurs, l'étude en question se contente de considérer le

salaire mensuel de base moyen, qui intègre les rémunérations astronomiques des cadres dirigeants et celle du manoeuvre qui ne voit son salaire augmenter que grâce à l'évolution du smic. Et surtout, il s'agit du salaire théorique et non de la paye réellement touchée qui, elle, peut fluctuer à la baisse. Ainsi des millions de salariés, après avoir été licenciés, sont obligés de reprendre un emploi payé 20, 30 % de moins que le précédent. Et cela n'intègre pas le

chômage partiel imposé au gré des employeurs, voire la réduction autoritaire des heures de travail.

Cependant, même ces statistiques estiment que le salaire mensuel de base n'a augmenté que de 1,6 % pour une inflation théorique de 0,6 %.

Aujourd'hui, la faiblesse des salaires et des pensions est un des problèmes majeurs vécus par les salariés du privé comme du secteur public. Pendant que les profits explosent, la part

laissée à ceux qui produisent les richesses se détériore.

En fait, le patronat utilise de plus en plus la « part variable de la rémunération », qui représente une partie conséquente de ce que touchent les travailleurs. Les primes de participation, d'intéressement... ont l'énorme avantage pour les patrons de ne pas être soumises à cotisations. En revanche, elles ont l'énorme désavantage pour les salariés de ne pas compter dans leurs droits sociaux tels que

la retraite ou l'indemnisation de chômage. Et surtout, elles peuvent varier chaque année au gré de ce que décident les entreprises.

L'augmentation générale et massive des salaires et des pensions, et leur garantie en les indexant sur les prix par le biais de l'échelle mobile, est une exigence vitale pour les 22 millions de salariés et pour les 15 millions de retraités.

Paul SOREL

• Avec Lutte Ouvrière

Faire entendre le camp des travailleurs

Des listes «Lutte Ouvrière Faire entendre le camp des travailleurs» sont présentes aux élections européennes dans les huit circonscriptions du pays.

En votant pour elles, les travailleuses et les travailleurs pourront exprimer clairement leur opposition à la politique antiouvrière du gouvernement, sans que ce vote puisse être détourné en faveur de la droite ou de l'extrême droite. La classe ouvrière aura ainsi la possibilité d'affirmer son accord avec des objectifs de lutte forçant le patronat à payer la crise dont il est responsable, au lieu d'en faire retomber le poids sur le monde du travail. Voter pour ces listes, ce sera aussi s'opposer à toutes les idées nationalistes et chauvines, en affirmant que

les travailleurs de tous les pays ont les mêmes intérêts.

Dans les territoires et départements d'outre-mer qui constituent la huitième circonscription, Lutte Ouvrière présente une liste avec les militants de Combat Ouvrier, l'organisation communiste révolutionnaire qui défend le même programme aux Antilles. Elle est conduite par Ghislaine Joachim-Arnaud et Jean-Marie Nomertin.

Dans le texte adressé aux électeurs, ceux-ci écrivent notamment : « C'est bien un résidu du passé colonial de l'impérialisme français que ce regroupement en une seule circonscription électorale des territoires dispersés sur trois océans et, qui plus est, de les regrouper à l'occasion d'élections dites... européennes.

Mais puisque l'État de la bourgeoisie française nous impose ce cadre, souvenons-nous de ce qui est commun à la plupart des régions concernées, par-delà la dispersion géographique : un passé fait souvent de conquêtes sanglantes, de domination violente, d'intégration par la force dans l'empire colonial de la France, d'esclavage pour beaucoup et d'oppression pour tous.

La domination coloniale des grandes puissances impérialistes rivales a morcelé des régions et coupé les uns des autres des peuples proches par la géographie. À l'intérieur même de sa zone d'influence coloniale, l'impérialisme français a aiguisé, voire suscité la méfiance mutuelle entre les peuples pour mieux les dominer.



La profession de foi de la 8^{ème} circonscription (Outre-mer).

Ces élections européennes, quels que soient leurs résultats, n'ont pas le pouvoir de changer notre sort. Pas plus que les autres élections. Mais elles nous donnent la possibilité de nous exprimer. Elles nous donnent la possibilité de faire entendre notre camp, celui des travailleurs, des

exploités, des pauvres, face à ceux qui nous exploitent et nous oppriment.»

L'occasion d'affirmer leurs intérêts de classe, c'est bien de cela que les travailleurs doivent se saisir le 25 mai, dans les départements et territoires d'outre-mer comme en France métropolitaine.

• Tsipras

Langage radical et sourires aux grands de ce monde

Lors du débat télévisé entre les cinq candidats à la présidence de la Commission européenne, jeudi 15 mai, le leader grec Alexis Tsipras a parlé d'un ton ferme pour dénoncer les dirigeants européens qui ont choisi la Grèce «comme cobaye de l'austérité la plus dure.»

Président de la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA), député européen, Tsipras est aussi le vice-président de la Gauche européenne (GUE). Son parti est un regroupement d'organisations issues de différents courants communistes : son noyau originel est né d'une scission du Parti communiste grec (KKE) autour de laquelle se sont rassemblés différents groupes, dont certains d'extrême gauche. Depuis les élections de 2012, il a 71 députés sur les 300 du Parlement grec.

Tsipras n'a pas ménagé ses efforts pour rencontrer les différents partis européens à la gauche de la gauche, en Italie, en Allemagne (Die Linke) ou en France avec le Front de gauche. Le 12 avril, il a participé à la manifestation aux côtés de Pierre Laurent (PCF) et de Jean-Luc Mélenchon (PG), qui parle de lui comme de «l'autre visage de l'Europe», loin des «conservateurs et des

sociaux-démocrates», «l'alternative incarnée», bref, un chef de parti de gauche comme eux, mais capable, lui, d'arriver au pouvoir dans un avenir proche. Les premiers résultats des élections municipales ou régionales en Grèce, qui ont vu Syriza au coude à coude, et parfois devant le parti de la droite au pouvoir, les conforteront sans doute dans ce pronostic.

Tsipras, qui ambitionne de devenir Premier ministre, critique vigoureusement «l'élite économique corrompue qui gouverne la Grèce». Le programme de Syriza veut «l'émergence d'un gouvernement d'une gauche s'appuyant sur une large alliance des forces

sociales» qui aurait pour but «d'arrêter le déclin social et économique imposé à la Grèce par les forces du néolibéralisme et des mémorandums». Tsipras ne prône pas la sortie de l'Union européenne, ce qui lui vaut une certaine contestation de la part de la tendance «de gauche» à l'intérieur de Syriza. Il dénonce cependant avec force les plans d'austérité de la «soi-disant Banque centrale européenne, qui est seulement la réplique parfaite de la Bundesbank»; il réclame une réduction de la dette et un moratoire, pour que le remboursement de cette dette «ne tue pas dans l'œuf le redressement économique». Mais derrière le langage radical,

avec juste ce qu'il faut de nationalisme pour flatter certains électeurs, les propositions se sont beaucoup moins.

Cela se confirme dans les relations que Tsipras cultive avec les personnages du monde de la politique et de l'économie, les patrons grecs et étrangers. Il ne fait pas seulement le tour des partis de gauche européens, mais rencontre le ministre des Finances allemand, participe à des conférences avec des économistes en vue et tout acquis au système. Ainsi, début 2013, il s'est appliqué à convaincre les économistes libéraux de la Brookings Institution à Washington qu'ils n'avaient rien à craindre de Syriza : de son

point de vue, un pays devait avoir une continuité dans sa politique étrangère et la Grèce, dans un monde méditerranéen déstabilisé, voulait promouvoir la stabilité et la coopération, «en tant que pays dans l'Union européenne et dans l'OTAN».

Tsipras manie donc un double langage, celui du chef de file «radical» pour les campagnes électorales et celui du futur chef de gouvernement qu'il voudrait être, prêt à servir l'économie, c'est-à-dire les patrons grecs. Tsipras est radicalement... réformiste et social-démocrate.

Sylvie MARÉCHAL

• Le PS en campagne

Qui peut les croire ?

Après bientôt deux siècles de démocratie parlementaire, le palmarès des promesses électorales les plus mensongères est très disputé. Mais la campagne actuelle du Parti socialiste mérite d'y figurer.

Ce parti, qui au gouvernement applique sans coup férir une politique d'austérité contre les travailleurs, promet qu'il combattrait l'austérité au

Parlement européen. Alors qu'il a multiplié les attaques contre les droits des travailleurs, alors qu'il laisse les patrons licencier à tour de bras et qu'il supprime lui-même des emplois dans la fonction publique, le Parti socialiste parle de «garantir le droit au travail et le niveau de protection sociale»... en Europe. Hollande, Ayrault, puis Valls

ont ponctionné les finances publiques et fait les poches des plus modestes pour continuer à engraisser les banquiers. Cela ne les empêche pas de parler d'une «union bancaire (européenne) pour que les citoyens ne payent plus pour les banques». Et ainsi de suite, au fil des 74 propositions du PS pour ces élections.

Lorsque le socialiste

Cahuzac avait affirmé devant le Parlement, la télévision et ses collègues du gouvernement qu'il n'avait pas de compte en Suisse, les ténors du PS s'étaient demandé comment on pouvait mentir si effrontément, devant le pays entier. Eh bien, visiblement, ils ont très bien compris.

Paul GALOIS

• Jean-Pierre Mercier : **« Remettre en cause la dictature des capitalistes »**

Vendredi 16 mai, à la Mutualité à Paris, devant une salle pleine et enthousiaste, Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier, qui conduisent la liste d'Île-de-France, ont développé les arguments de la campagne de Lutte Ouvrière aux élections européennes. Après une dénonciation du véritable assassinat de mineurs survenu 48 heures auparavant en Turquie, Jean-Pierre Mercier est intervenu, défendant notamment la nécessité d'un contrôle des travailleurs sur tous les rouages de l'économie.

Les travailleurs d'Europe sont tous engagés sur la même pente, la pente qui va vers la dégradation des conditions de vie et de travail, la pente qui mène vers la pauvreté, tout cela au nom de la prospérité des capitalistes... Il faudra bien, un jour, que les opprimés de l'Europe entière se lèvent ensemble, pour combattre (...) leurs oppresseurs communs ! Les objectifs de lutte que nous défendons dans ces élections – ceux que nous défendons depuis que la crise démolit la société tout entière – sont valables dans toute l'Europe. (...)

Il faudra partout imposer le contrôle de la population sur les comptes des capitalistes et des États. Imposer la suppression du secret commercial, bancaire, industriel, la mise en place d'une véritable transparence – pas la transparence bidon que le gouvernement a fait semblant de mettre en place après l'affaire Cahuzac, et que personne n'est en mesure de contrôler, mais une transparence réelle, totale, sans limite, parce que exercée par les travailleurs eux-mêmes.

Cela est vrai dans chaque pays pris individuellement, d'abord. Parce que, en Grèce, ce serait une mesure de salut public que les travailleurs et la population sachent réellement ce qui s'est tramé dans les bureaux bien fermés de la Commission européenne, et qui a abouti à la mise sous tutelle d'une population entière.

Parce que, dans tous les pays, les capitalistes agissent en secret, préparent leurs plans et leurs sales coups dans la plus totale opacité – c'est inscrit dans l'ADN du capitalisme. Parce que, partout, ils justifient les licenciements et les baisses de salaire par des difficultés économiques et financières que personne ne peut vérifier et contrôler.

Mais à l'échelle de l'Europe, de l'Europe prise comme un tout, c'est presque encore plus vrai. (...) Si, partout, les travailleurs imposaient la transparence, s'ils mettaient fin au secret industriel et bancaire, cela permettrait à chacun, au-delà même des frontières, de savoir ce qu'il en est vraiment.

Lors de la révolution russe, en 1917, le premier acte de Trotsky, commissaire du peuple aux Affaires étrangères, a été de publier tous les traités secrets passés entre la Russie et les autres pays – ce qui a donné des armes politiques utiles aux révolutionnaires de tous les autres pays.

Imaginez déjà qu'à l'échelle d'un pays comme la France, les travailleurs se donnent les moyens de se communiquer,

d'un secteur à l'autre, toutes les informations auxquelles ils ont accès, à quel point cela serait utile pour les luttes de tous les autres. Les travailleurs des banques – qui savent tout sur les industries car ce sont elles qui les contrôlent – pourraient donner aux ouvriers des informations essentielles sur la politique de leur patrons, sur l'état précis de leur fortune. (...)

Il est facile d'imaginer comment la transparence ou l'ouverture des comptes pourraient aussi donner à l'internationalisme du mouvement ouvrier un contenu très concret ! En particulier dans un pays comme la France qui est un pays impérialiste, qui nuit à des dizaines de pays plus pauvres.

D'imaginer ce que les travailleurs de la Société générale auraient à raconter aux travailleurs grecs, s'ils avaient accès à toutes les décisions infâmes que cette banque a prises pour les appauvrir. Ce que les travailleurs de Renault pourraient faire savoir à leurs frères de Dacia, en Roumanie, ceux de PSA à ceux de Trnava en Slovaquie...

L'ouverture des comptes, la publicité de tous les sales petits secrets des capitalistes, serait un formidable ferment de solidarité et surtout d'aide à la lutte des travailleurs des autres pays. (...)

Comme le disait Trotsky, encore : « *Le « secret » commercial est toujours justifié par les exigences de la « concurrence ». Mais en fait, les trusts n'ont pas de secrets l'un pour l'autre. Le secret commercial, à l'époque actuelle, est un complot constant du capital contre la société. Les projets de limitation de l'absolutisme de « patrons de droit divin » restent de lamentables farces tant que les propriétaires privés de moyens sociaux de production peuvent cacher aux producteurs et aux consommateurs les machinations de l'exploitation, du pillage, de la tromperie.* »

Eh bien, ce qui était vrai en 1938 l'est encore plus aujourd'hui, à l'époque de l'Union européenne à 28. (...) Les travailleurs ont plus de moyens que jamais de se donner les uns aux autres les informations qu'ils trouveraient, s'ils se mêlaient eux-mêmes, directement, de contrôler les comptes des entreprises.

Cela couperait l'herbe sous le pied des tentatives patronales de diviser les travailleurs d'Europe, car tous verraient alors qui les trompe et comment. Ce serait déjà le début de la remise en question de la dictature des capitalistes sur la population.



• Nathalie Arthaud **« Contre l'exploitation, pas de recette miracle »**

Intervenant après Jean-Pierre Mercier, Nathalie Arthaud a notamment dénoncé tous ceux qui, dans cette campagne, agitent des miroirs aux alouettes pour éviter de poser le vrai problème, celui du système capitaliste.

Faire croire que l'État-nation pourrait protéger les travailleurs est une escroquerie. Croire que le repli sur les frontières nationales et le protectionnisme pourraient être d'un quelconque secours pour les travailleurs est un leurre.

Le protectionnisme, prétendument solidaire version Mélenchon, ou gouvernemental version Montebourg, n'est pas meilleur que le protectionnisme xénophobe de Le Pen. Il forme un seul et même piège. Le protectionnisme, c'est d'abord des taxes en plus pour les consommateurs.

Tout le monde se plaint des taxes et des augmentations d'impôt, mais le protectionnisme c'est un impôt supplémentaire sur tout ce qui est importé. Les produits bon marché, qui permettent justement aux plus pauvres de joindre les deux bouts, seront renchérissés. C'est sûr que cela ne posera pas de problème aux riches, mais aux familles populaires, si.

La baisse de l'euro, voire la sortie de l'euro aura les mêmes conséquences. Car baisser la valeur de l'euro, c'est aussi augmenter le prix de tout ce qui est importé, et en particulier celui du pétrole. Pour tous les travailleurs qui hésitent à faire le plein de carburant, ce sera bien plus difficile encore.

L'objectif de toutes ces mesures protectionnistes est, nous dit-on, de remplacer les produits d'importation

par des produits « made in France ». À condition que ces messieurs les capitalistes veuillent bien investir et trouvent un quelconque avantage à produire ces produits en France.

Prenez le secteur du bâtiment. Il manque un million de logements à des prix abordables pour un salaire de travailleur. C'est un secteur protégé de la concurrence, du tout cuit pour les Bouygues, pour les Vinci et autres marchands de béton. Mais ce n'est pas assez rentable à leur goût, et ils préfèrent se lancer dans des partenariats public-privé juteux, voire dans la construction de tours de 800 mètres de haut à Dubaï...

Faire croire que le protectionnisme, via des taxes ou la baisse de la monnaie, relancera automatiquement la production, l'industrie, la croissance et les emplois est une fumisterie. Croire d'ailleurs que l'on pourrait arrêter les importations tout en continuant de vendre nos propres produits à l'étranger est une escroquerie.

Le protectionnisme, ce n'est pas la fin de la guerre commerciale, c'est son aggravation. C'est une déclaration de guerre dans la guerre. C'est plus de frontières séparant les peuples, plus d'insanités patriotiques. Car le protectionnisme est l'expression économique du nationalisme, ce sont les deux faces d'une même pièce. Et faut-il rappeler que le protectionnisme des années 1930 a débouché sur la Deuxième Guerre mondiale ?

Non, le protectionnisme n'est pas la recette miracle pour que ce système tourne rond pour les exploités. Il ne le peut pas ! Les travailleurs n'ont pas à choisir entre être exploité à la sauce libre-échange ou protectionnisme, ils ont à se battre contre l'exploitation.

• Impôts

Valls promet des réductions Pour la population, le compte n'est pas bon

Les réductions d'impôt annoncées vendredi 16 mai par le Premier ministre, Manuel Valls, viseraient les contribuables gagnant jusqu'à 1,1 smic, ce plafond augmentant avec le nombre d'enfants. Selon Valls, la mesure devrait se traduire par une baisse d'impôt sur le revenu pour 1,4 million d'entre eux, et par une exonération de l'impôt pour 1,8 million d'autres, et elle coûterait au budget de l'État un milliard d'euros.

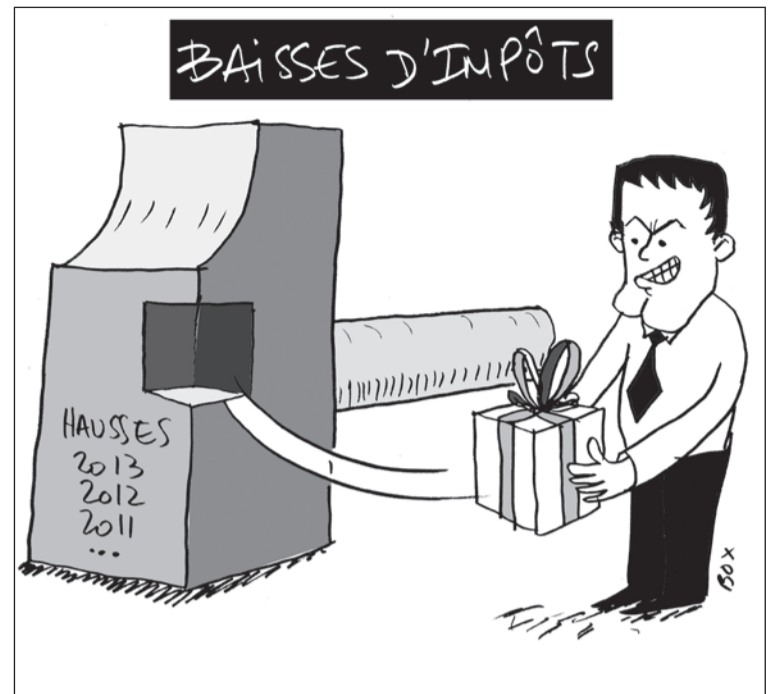
À la veille des élections européennes, l'idée était, selon la presse, « de trouver un dispositif permettant d'éviter que de nouveaux ménages deviennent imposables, alors que leurs revenus sont stables ». Apparemment, cela n'a pas été simple. « Nous sortons autant de contribuables de l'impôt sur le revenu que ceux qui y sont entrés », explique Dominique Lefebvre, porte-parole du PS à la commission des finances de

l'Assemblée, qui ajoute : « Mais il n'est pas certain que ce soit les mêmes. » Apparemment, même les services des impôts, interrogés par des contribuables, ont eu du mal à s'y retrouver.

Si ces annonces ont été accueillies avec satisfaction par les députés de la gauche du PS, il est peu probable qu'elles aient fait oublier à ceux qui sont concernés l'accumulation d'augmentations d'impôts et de taxes qu'ils ont dû subir.

Entre la baisse du plafond du quotient familial et l'intégration de la part patronale de la complémentaire santé au revenu imposable des dix millions de salariés concernés, presque deux milliards supplémentaires d'impôts en 2014 ont été payés par des ménages loin d'être tous aisés.

Question nouvelles taxes, les retraités ont été souvent mis à contribution. L'instauration de la « contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie », qui frappe depuis le 1^{er} avril 2013 tous les retraités imposables, leur coûtera au total 700 millions d'euros d'impôts supplémentaires. Quant à la fiscalisation de la majoration de pension de retraite dont bénéficient les parents de familles nombreuses (trois enfants et plus), elle leur coûtera de l'ordre de 600 millions d'euros. Rien qu'avec ces « petites » mesures, plus ou



moins ciblées et réparties sur des publics différents, le milliard d'euros de baisses d'impôt dont s'enorgueillit Valls est déjà largement dépassé par le chiffre des hausses d'impôt intervenues depuis l'élection de Hollande.

Mais si on y ajoute la hausse de la TVA, qui devrait rapporter à l'État, et donc coûter aux consommateurs, plus de cinq milliards d'euros d'impôts en plus, les annonces de Valls apparaissent pour ce qu'elles sont : un pur mensonge. Car avec la TVA, cet impôt qui ne

se voit pas, tout le monde est imposable : ces cinq milliards d'euros d'impôts en plus seront prélevés sans distinction, sur les très pauvres comme sur les très riches. Et si la TVA s'applique à tous avec les mêmes taux, elle pèse considérablement plus lourd sur le budget des pauvres – de ces ménages modestes que Valls se vante de vouloir protéger – que sur celui des riches. Après avoir promis de faire payer les riches, c'est continuer de faire payer les pauvres.

Jean-Jacques LAMY

• Évadés fiscaux

Ne pas les brusquer

Le ministre des Finances Michel Sapin s'est félicité que les mesures prises en faveur du rapatriement en France des capitaux placés à l'étranger pour échapper au fisc marchent « du feu de Dieu ». Bercy tablait sur 800 millions d'euros de rentrées fiscales supplémentaires pour toute l'année 2014, et cette somme est déjà atteinte en quatre mois.

Le gouvernement présente les presque deux milliards attendus comme le résultat de sa lutte contre les riches fraudeurs, comme une forme de redistribution égalitaire permettant de faire baisser les impôts des plus pauvres. Mais c'est un écran de fumée pour masquer un somptueux cadeau aux plus fortunés.

Malgré leurs immenses fortunes, malgré les aides permanentes de l'État et les dégrèvements d'impôts en série dont ils bénéficient, les riches ne veulent rien payer, plaçant leur argent aux quatre coins du monde, ayant y compris recours à des pratiques frauduleuses, souvent mises au point par les grandes banques elles-mêmes.

Après l'affaire Cahuzac, le ministre socialiste qui se présentait comme le héros de la lutte contre l'évasion fiscale alors qu'il avait un

compte en Suisse, le gouvernement Ayrault avait dû mettre en sommeil la cellule de régularisation du ministère des Finances. Régulièrement réactivée sous tous les gouvernements de droite comme de gauche, elle permet aux riches fraudeurs de négocier en toute discrétion le rapatriement de leurs capitaux à moindre frais. Mais les conditions offertes actuellement semblent dépasser toutes leurs espérances. D'après un spécialiste d'un cabinet d'optimisation fiscale, les procédures en cours permettent à un exilé fiscal de rapatrier ses capitaux en ne payant que l'impôt sur la fortune (ISF) rectifié, soit seulement le tiers des sommes dues à l'administration fiscale, assorties éventuellement ensuite de pénalités de retard à négocier.

Les sommes que l'État va récupérer ne sont peut-être pas négligeables, mais elles illustrent surtout l'importance des capitaux « évadés » par la bourgeoisie. Les rentrées dans les caisses de l'État ne seront qu'une part dérisoire des 30 à 60 milliards de fraude fiscale annuelle estimée, et une goutte d'eau dans les 600 milliards de fraude cumulée mis à l'abri dans les paradis fiscaux.

Gilles BOTI

• Économie

La croissance est nulle... sauf celle du chômage et des profits

« Le redressement n'est pas terminé mais le retournement arrive », a déclaré Hollande début mai. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que son pronostic soit mis à mal. D'après les chiffres publiés jeudi 15 mai, la croissance de l'économie a été nulle en France au premier trimestre 2014.

Pour les emplois, il n'est même pas question de stabilité : sur la même période, 23 600 postes ont été supprimés. Ce sont beaucoup d'emplois intérimaires qui ont disparu. C'était d'ailleurs essentiellement ce type d'emplois précaires qui avaient été créés à la fin de l'année 2013 et avaient fait dire au gouvernement que les choses commençaient à s'améliorer.

On le voit bien dans la plupart des entreprises, si le nombre des intérimaires varie tout le temps, le nombre des embauchés baisse de façon persistante. Et, au-delà des petites fluctuations sur lesquelles les gouvernements s'excitent dès qu'elles vont dans leur sens, le nombre d'emplois ne fait que se réduire. D'après l'Insee, 57 200 emplois ont été détruits en un an, et 180 000

au total depuis deux ans.

Interviewé par des journalistes le jour de la publication de tous ces chiffres, le ministre du Travail, François Rebsamen, s'est lamenté que la croissance ne venait pas. Il s'en est pris aux élections municipales, déclarant : « Les élections, en général, ce n'est jamais un bon moment pour la consommation, la cohésion nationale, le développement. » Pourquoi ne pas invoquer une mauvaise configuration des astres ou bien faire la danse de la pluie ? Ça ne serait pas moins stupide.

Rebsamen a avoué lui-même qu'il n'imaginait plus voir le nombre de chômeurs en France passer sous la barre des trois millions d'ici la fin du quinquennat de Hollande. Et il préfère viser à « diminuer le nombre de chômeurs et le

ramener le plus près possible des trois millions ».

Les dirigeants des grands partis politiques ont tous le mot « croissance » à la bouche. Ceux qui sont au pouvoir la promettent pour le lendemain, ou se lamentent qu'elle ne vienne pas. Ceux qui aspirent au pouvoir vantent leurs nouveaux remèdes miracles pour la faire venir. Mais ceux qui décident vraiment sont les capitalistes, et eux ne se soucient pas de la « croissance de l'économie ». Ils savent qu'il n'existe aucune recette pour la faire venir. Par contre, ils se préoccupent de la croissance de leurs profits, et exigent du gouvernement qu'il les soutienne toujours plus massivement.

Alors, les travailleurs n'ont rien à gagner à se laisser bercer d'illusions par des charlatans qui promettent des potions amères. Ils ont à exprimer leurs revendications propres, pour imposer leur droit à la vie alors que la société capitaliste se délite.

Pierre ROYAN

• Nantes

En jupe ou pantalon, les « réacs » se sont fait rhabiller

À l'appel de représentants lycéens du CAVL (Conseil académique de la vie lycéenne), et dans le cadre d'une journée d'action contre le sexisme et les discriminations intitulée « Ce que soulève la jupe », les lycéens nantais étaient invités à venir en classe vendredi 16 mai ainsi habillés. Jusque-là, cette journée d'action instituée en 2006 n'avait jamais posé problème.

Mais stimulés sans doute par leurs récentes manifestations, les représentants de la vieille droite réactionnaire nantaise, organisés dans deux collectifs: « Nantais pour la famille » et « Manif pour tous », avaient décidé d'appeler à un rassemblement la veille, devant le lycée Clemenceau en centre-ville. Il s'agissait de protester contre ce qu'ils appellent « la volonté de faire fondre petit à petit les différences entre les sexes » et le danger de « travestir nos garçons ».

Après s'être heurtés à une première réaction des lycéens, ils sont revenus à la charge le lendemain. Moins nombreux,

ils sont venus expliquer aux élèves que leur place était dans les salles de classe et non à faire de la politique, qu'ils se faisaient manipuler par des tenants de « la théorie du genre », qu'il était normal que les femmes soient moins payées car moins productives quand elles sont enceintes, etc., etc.

Autant de balivernes qui ont été accueillies à juste titre par les quolibets et les huées de quelque 250 lycéens en jupes de toutes les tailles et de toutes les couleurs, qui ne se sont pas privés de les ridiculiser et de les traiter de fachos dans une ambiance festive, sous l'œil des CRS venus au cas où...

Non seulement, ces « réacs » de tout poil n'ont pas eu le succès escompté, mais ils se sont ridiculisés auprès des jeunes qui ont pu juger sur pièce à quel point les idées de ces gens-là étaient d'un autre âge. Ce qui s'est soulevé ce jour-là devant les grilles d'un lycée, ce ne sont pas les jupes mais bien la protestation d'une partie de la jeunesse contre des idées qui viennent d'une autre époque, pas révolue pour tous, où les femmes – et les curés notons-le en passant – portaient la robe, ce qui n'est encore qu'un détail vestimentaire, mais surtout étaient considérées comme « le repos du guerrier ».

Les jeunes, en parlant de « soulever la jupe », ont donc aussi soulevé les toiles d'araignées qui encombrant certains cerveaux.

Correspondant LO



La leçon des potaches

La question a été évoquée à l'Assemblée nationale. Le ministre de l'Éducation nationale, Benoît Hamon, a été sommé de s'expliquer sur cette initiative attribuée à l'Éducation nationale. Une députée de droite l'a accusé d'inciter les garçons à se mettre en jupe, et celui-ci s'est défendu en expliquant qu'il s'agissait d'une blague potache. Une défense

honteuse dans laquelle Hamon expliquait que jamais, au grand jamais, il n'avait été à l'origine de ce projet.

Les lycéens nantais ont donc eu plus d'audace et de courage qu'un ministre de gauche, qui se dit même à la gauche de son parti. Cela s'appelle donner une leçon aux réacs, et même à un ministre!

• Banques à l'amende

À peine une égratignure !

Le Crédit suisse, une des plus grandes banques helvétiques, vient d'être condamné par la justice américaine à verser une amende de 2,6 milliards de dollars pour avoir aidé des milliers de contribuables américains à frauder le fisc. La banque, une fois n'est pas coutume, a reconnu tous les faits et a plaidé coupable. Elle a cependant refusé de donner les noms de ses clients, préférant passer un accord avec la justice américaine et payer une forte

amende plutôt que de ne pas respecter le sacro-saint « secret bancaire ». D'autres banques sont aussi l'objet d'une plainte américaine pour les mêmes faits d'aide à la fraude fiscale: 14 banques suisses et des géants bancaires comme HSBC, Barclays ou ING Bank. D'autres banques ont déjà été condamnées. En 2009, la banque suisse UBS a payé 780 millions de dollars, une amende record alors. Elle avait refusé de plaider coupable mais avait livré

le nom de plusieurs milliers de ses clients fraudeurs. Par ailleurs BNP Paribas, un des géants bancaires français, est menacée d'une amende encore plus élevée de cinq milliards de dollars, pour avoir mené des transactions financières avec des pays frappés d'embargo par les USA, dont Cuba, l'Iran et le Soudan. Là encore, la banque aurait choisi de plaider coupable.

Dans ces affaires, l'État américain fait mine de lutter

contre la fraude fiscale et les banques qui l'organisent. Il mène des enquêtes et réclame des amendes dont le montant peut paraître élevé. Mais ces quelques milliards de dollars sont encore bien peu par rapport aux sommes considérables qui s'accumulent sur des millions de comptes secrets en Suisse, mais aussi dans tous les paradis fiscaux. Sur ces milliards règne l'opacité la plus totale, au nom du secret bancaire auquel ni les banquiers

ni les politiciens bourgeois ne veulent toucher.

Alors UBS hier, le Crédit Suisse aujourd'hui et peut-être demain la BNP Paribas devront mettre la main à la poche, mais grâce à cet accord avec l'État US, c'est pour mieux continuer à spéculer et à frauder sur tous les marchés financiers du monde, à commencer par le plus grand d'entre eux, Wall Street.

Cédric DUVAL

fil rouge

Comment transformer l'eau chlorée en or

L'ex-piscine municipale Molitor, dans le chic 16^e arrondissement parisien, vient de rouvrir, dans un complexe luxueux. Pour s'y baigner, il faut être soit client d'un hôtel où la chambre coûte en moyenne 300 euros, soit un des 1 000 membres d'un club sélect avec droit d'entrée à 1 200 euros, adhésion annuelle à 3 300 euros, et entrée journalière à 180 euros...

Alors qu'à Paris le nombre de piscines publiques est notoirement insuffisant, cette privatisation a été l'œuvre de la mairie PS de Delanoë, qui l'a confiée à un fonds d'investissement américain.

Il est vrai que les scolaires y auront accès trois demi-journées par semaine, contre neuf dans les autres piscines parisiennes. Les riches savent encore faire l'aumône!

Rêve patronal

Jeudi 15 mai, Pierre Gattaz, le chef du Medef, animait en Alsace une conférence patronale sur l'emploi. Il était venu pour vanter « les patrons, ces héros », qui ont le courage de licencier pour sauver leurs profits.

À cette occasion, le président de la chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg, un notable du Medef, a fait part de sa « solution » pour l'emploi en réclamant « une politique du coup de pied

aux fesses pour remettre les gens au travail » et « l'élimination de certains syndicats d'extrême-gauche ». Bref une bonne petite dictature pesant sur le monde du travail.

Quand les patrons fouillent leurs poubelles pour trouver des idées, ça pue à plein nez.

Les autoroutes du profit

Depuis leur privatisation en 2006, les autoroutes ont dégagé en moyenne deux milliards d'euros de profits par an pour leurs heureux concessionnaires. De plus ces derniers sont de grandes sociétés du BTP, dont Vinci et Eiffage, qui ainsi peuvent se facturer à elles-mêmes les travaux

d'entretien.

En privatisant les autoroutes en 2006, Chirac avait donc offert une source de profits garantis, sans risque ni investissement, à quelques capitalistes. Voilà maintenant que le secrétaire d'État aux transports de Hollande a présenté un « plan de relance autoroutes » qui prolongera encore de trois ans les concessions. Pour les profits de Vinci et d'Eiffage, c'est un boulevard.

Impôts: selon que vous serez...

En ce temps de déclaration des revenus, la Fondation de France a édité une brochure « Spécial ISF » expliquant comment des dons bien ciblés peuvent donner lieu à des

réductions d'impôts. La lettre jointe parle de « construire une société plus juste » et fait référence à André Malraux et de Gaulle qui ont créé la Fondation, pour « ne plus fermer les yeux face à la souffrance des plus démunis ».

La brochure dit comment calculer le montant du patrimoine taxable, l'ISF dû et la ristourne de l'État. Il est plus intéressant d'être redevable de l'ISF que d'acquitter uniquement l'impôt sur le revenu, avec une réduction fiscale de 75 % du montant du don dans le premier cas et de 66 % dans le second. Cependant, la limite de réduction de l'ISF est 50 000 euros pour un don maximum de 66 667 euros. Il faut avoir les moyens!

• Les Mulliez De pôvres patrons

La famille Mulliez ne fait pas souvent parler d'elle dans la presse, mais quand elle le fait, le résultat est saisissant. Le 30 avril, dans une interview, un des rejetons de cette famille, Régis Mulliez, se définissait comme un « pauvre actionnaire ». Sans rire !

Cette famille gère, à travers un montage financier aussi complexe qu'opaque, une cinquantaine de marques comme Auchan, Décathlon, Leroy-Merlin, Boulanger, Kiabi, Pimkie, Flunch, Atac, Norauto, Kiloutou, Phildar, etc. Le tout représente un chiffre d'affaires de 80 milliards d'euros et la fortune de la famille est estimée à 28 milliards d'euros. Non seulement le groupe fait des bénéfices, mais en 2013, au nom du crédit impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), le gouvernement Hollande a versé à Auchan France 44 millions d'euros. Et les Mulliez, trouvant encore que les impôts en France sont trop élevés, se sont installés majoritairement en Belgique, pour profiter comme le disait cyniquement Régis Mulliez « des droits acquis de non-taxation des plus values et de respect des entrepreneurs. »

À travers le monde, le groupe exploite directement dans ses différentes filiales 470 000 travailleurs. Et Auchan a été mis en accusation après la mort, il y a un an, de 1 138 ouvriers au Bangladesh dans l'effondrement de l'immeuble où ils travaillaient. Alors qu'Auchan démentait avoir des contrats avec ces entreprises de sous-traitance, des étiquettes portant ses propres marques ont été trouvées dans les décombres de l'immeuble. Face à ces accusations, Régis Mulliez répond simplement : « Nous n'allons pas jouer à Pinocchio. Des différentes grandes marques comme Zara ou nous, qui va être le premier à accepter de payer 1 euro de plus aux gars du Bangladesh ? ». « On n'est pas une entreprise de bienfaisance », a-t-il cru utile d'ajouter.

Continuant à étaler sa morale de patron, Régis Mulliez affirmait avec un bon goût à toute épreuve : « Nous dans la famille, on ne travaille ni dans la drogue, ni dans la femme, ni dans les jeux ». Non, juste comme toutes les entreprises capitalistes, pour le profit et même au prix des vies humaines.

Marion AJAR

• Hôpitaux

Pas de lits pour les patients mais des chambres de luxe pour les riches !

Le Canard enchaîné a révélé que l'hôpital Ambroise Paré à Boulogne avait réservé pas moins de neuf chambres pour l'opération d'un seul émir, et ce pendant cinq jours. Ce dernier, qui voulait loger sa suite, a commandé l'installation de douchettes et de mobilier pour mettre celle-ci à l'aise.

À l'heure où dans tous les hôpitaux, on pousse les patients à quitter au plus vite leur chambre, à l'heure où le gouvernement développe les soins ambulatoires pour faire des économies, cette pratique ne peut que choquer. Martin

Hirsch, le directeur de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (l'AP-HP) assume pourtant pleinement ce choix, affirmant que ces patients riches paient tous leurs aménagements et déboursent 30 % de plus que le tarif habituel. Et

d'ajouter : « À un moment où nous avons besoin de tous les moyens pour soigner les plus modestes (...) gagner de l'argent sur ces patients qui en ont les moyens, cela ne me choque pas ». Il se fait fort d'attirer cette riche clientèle qui devrait passer de mille patients actuellement à trois mille.

Prétendre que cet argent va bénéficier aux plus démunis, c'est essayer de faire croire au Père Noël. Mais ce mythe de

riches distribuant aux pauvres a fait long feu puisque cette riche clientèle a l'habitude d'être très mauvaise payeuse. Elle laisse derrière elle une ardoise de 90 millions d'euros et face à ce manque à gagner pour les hôpitaux, Martin Hirsch prétend les faire payer d'avance. L'histoire ne dit pas si l'émir l'a fait, mais voilà qui confirme une médecine à deux vitesses. Pour les riches, les chambres tout confort, pour les pauvres les délais d'attente, les chambres à plusieurs, les lits dans le couloir et le personnel débordé.

Aline URBAIN



• Alstom-General Electric – Belfort

Le dernier mot aux actionnaires... ou aux travailleurs ?

La direction d'Alstom Power a organisé depuis deux semaines des réunions dans tous les secteurs pour parler du rachat par GE ou Siemens. Tous les discours des directeurs ont été du genre : « On ne sait rien – ce qui est vrai – mais ne vous inquiétez pas ». Autrement dit, « ça ne vous regarde pas ». Quelques jours auparavant, Kron, le PDG, n'avait pas manqué de répéter ce qu'on a compris depuis le début : « Le dernier mot reviendra aux actionnaires ».

Mais en attendant la suite de ce feuilleton qui ne se terminera bien que pour eux, la guerre des patrons d'Alstom contre les travailleurs continue bel et bien. À Flo, secteur du transport, la direction vient de réunir tout le personnel des ateliers. Sous le prétexte d'une baisse de charge à Belfort, elle voudrait 50 « volontaires » pour partir à Reichhoffen en Alsace, à plus de 200 km, pour y être mutés. Et de dire qu'on va aimer travailler en 3x8, qu'elle ne comprend pas pourquoi on ne voudrait pas changer de région. En fait ces mutations sont un véritable plan de suppressions de postes. Sans oublier les 180 licenciements à Saint-Ouen et autant à Barcelone qui seraient seulement « suspendus »...

Du côté de General Electric,

le numéro deux américain Steve Bolze et Clara Gaymard, la présidente de GE France, sont venus en coup de vent à Belfort avant de rencontrer Montebourg qui, la veille, venait de sortir son décret. La promesse que les sites de Belfort deviendraient un « centre d'excellence mondial » pour les turbines à gaz et à vapeur en cas de fusion entre Alstom et GE, a suffi aux élus locaux pour garantir la poursuite de l'« accompagnement » dont General Electric a toujours bénéficié. En effet, les bâtiments abritant les activités de GE à Belfort, bureaux, centre d'essai, etc., ont été construits spécialement par la Sempat, société d'économie mixte créée par le Conseil général avec de l'argent public, et loués. Alstom d'ailleurs a été et reste « accompagné » de la

même manière. Les politiciens locaux, de gauche comme de droite, sont bien sûr à l'unisson avec les gesticulations et les cocoricos pro des ministres de Hollande.

Maintenant, le gouvernement peut se targuer d'avoir aussi avec lui les syndicats. Ceux-ci sont tous sur la même longueur d'onde parlant d'intervention de l'État prétendument pour empêcher qu'Alstom soit complètement mangé par des rapaces étrangers et pour peser sur ses choix industriels, et donc être en mesure de limiter la « casse sociale ». Les travailleurs, eux, sont beaucoup plus circonspects et méfiants sur le rôle que peut jouer l'État. Beaucoup disent qu'ils n'en attendent rien, en tous cas rien qui puisse empêcher les capitalistes auxquels ils seront peut-être vendus, de continuer à supprimer des emplois et à aggraver l'exploitation, pour sauver leurs profits et faire payer leur crise. Et de fait, les travailleurs ne peuvent compter sur personne d'autre qu'eux-mêmes pour se défendre.

Correspondant LO

• Pénibilité

C'est dur pour tout le monde

« Un frein à la compétitivité des entreprises » qui va « à l'encontre du pacte de responsabilité », tel est, pour les patrons de la fédération de la plasturgie, le compte pénibilité censé être mis en place dans les entreprises avant 2015.

Ce dispositif, taillé sur mesure au moment de la réforme des retraites pour qu'une confédération syndicale – la CFDT – lui donne son aval, n'apporte pourtant guère de soulagement aux travailleurs soumis à des conditions de travail d'un autre âge.

Mais c'est encore trop pour les patrons de la plasturgie, un des secteurs industriels, avec le bâtiment, où les travaux durs et les conditions éprouvantes sont fréquents, de jour comme de nuit. Pour le directeur des affaires sociales de la fédération de la plasturgie, « les facteurs de pénibilité sont inhérents à nos métiers (...). Nous devons faire tourner nos machines 24 heures sur 24 pour les amortir ».

Ces patrons demandent donc le report de la date d'entrée en vigueur des mesures légales sur la pénibilité, et même quelques ristournes correspondant aux dépenses qu'ils auraient engagées pour... former les salariés ou verser quelques primes compensatoires.

Le dossier est soumis à Michel de Virville, médiateur nommé par le gouvernement sur le sujet. Sachant la façon dont a été réglé, il y a quinze ans, le sort des salariés de Renault Vilvorde dont il était le directeur, on se doute que les intérêts de ces messieurs sont en de bonnes mains.

Viviane LAFONT

• SNCF

La journée du 22 mai

Contre les attaques en cours et à venir

Jeudi 22 mai, les cheminots étaient appelés par leurs principaux syndicats à faire grève – pour certains secteurs – et à manifester à Paris contre le projet de réforme de la SNCF actuellement en cours d'élaboration et qui va être soumis au Parlement en juin prochain.

Ce projet de réforme a pour objectif de rendre la SNCF concurrentielle avant l'ouverture du secteur du transport voyageurs à la concurrence, prévue en janvier 2019. Pour cela, la direction veut soutirer aux cheminots un milliard d'euros de rentabilité supplémentaire par an, et donc continuer les attaques sur les effectifs, les salaires, les conditions de travail, les retraites.

Les cheminots veulent protester contre ces attaques, mais aussi contre toutes celles qu'ils subissent déjà au quotidien depuis des années. Alors que le nombre de trains est resté sensiblement le même, et que le nombre de voyageurs a même augmenté, les effectifs ont fondu au fur et à mesure des départs en retraite non remplacés. Un nouveau plan de départs dits « volontaires » va encore accélérer cette érosion, en tentant de pousser les plus vieux vers la sortie avant la retraite, moyennant une prime de départ bien limitée.

La situation de sous-effectif chronique qui découle de ces suppressions d'emplois, ainsi que la volonté de la direction d'augmenter systématiquement la productivité, entraînent la dégradation des conditions de travail comme de la sécurité, dans les ateliers comme sur les voies.

Cette offensive de la direction de la SNCF, et derrière elle du gouvernement, puisque la SNCF est une entreprise 100 % publique, n'est pas isolée. Ce sont aujourd'hui tous les travailleurs, du public comme du privé, qui subissent des attaques similaires. Partout, les effectifs fondent, les salaires sont bloqués, les conditions de travail et de sécurité de ceux qui restent se dégradent, etc.

Une riposte d'ensemble s'impose, mais ce n'est pas la perspective mise en avant par les syndicats de la SNCF, comme d'ailleurs des autres catégories de travailleurs.

À la SNCF, un mouvement



général serait indispensable, pour des revendications qui le sont tout autant. De telles revendications sont quotidiennement formulées par les cheminots. Il s'agit du refus de la baisse des effectifs et des conditions de travail dégradées, de la nécessaire augmentation des salaires. Ces revendications rejoignent celles de l'ensemble des travailleurs. Mais au lieu de cela chaque syndicat a sa propre réforme du ferroviaire à proposer. Tous s'accordent à mettre en avant le sauvetage du « statut »... comme s'il avait jusque-là protégé les

cheminots des attaques de la direction. La CGT comme SUD-rail appellent la direction et le gouvernement à ouvrir un « vrai débat »... comme si le gouvernement Hollande-Valls était prêt à discuter de quoi que ce soit.

Les cheminots qui seront mobilisés le 22 mai auront au moins exprimé leur colère, une colère qui devra aussi se généraliser et rejoindre celle d'autres catégories de travailleurs. « *Tous ensemble, tous ensemble!* » était le slogan des cheminots. Il doit le rester.

Correspondant LO

• Fidelia – Tours

Ras le bol des conditions de travail, vive la grève !

Vendredi 9 mai, les salariés de Fidelia se sont mis en grève, comme leurs collègues de Nantes et Saint-Cloud. Dans ces centres téléphoniques du groupe Covea, qui assistent les assurés des mutuelles GMF, MAAF, MMA, MDP en cas de panne ou d'accident, un changement d'organisation a considérablement détérioré leurs conditions de travail depuis début avril.

Jeudi 8 mai, des salariés sont donc passés sur les plateaux pour entraîner leurs collègues à se mettre en grève dès le lendemain. Depuis, ils reconduisent la grève chaque jour en assemblée générale et aux visioconférences de négociation avec les syndicats organisées par la direction. Lundi 12 mai, le PDG de Fidelia a vu se succéder devant l'écran des grévistes en colère qui l'ont vertement contredit et copieusement humilié lorsqu'il a proposé des embauches insuffisantes et tardives. Les travailleurs réclament l'arrêt de la nouvelle organisation du travail

et des embauches immédiates, qu'ils estiment au minimum à 50.

Jeudi 15 mai, le directeur général adjoint est venu à Tours pour présider une réunion de comité d'hygiène et de sécurité (CHS). Il s'est vite retrouvé devant une centaine de salariés, dont certains ont débrayé spécialement pour lui déverser tout ce qu'ils avaient sur le cœur. La veille, il était question de sanctions contre les grévistes qui avaient distribué un tract dans les agences du groupe. Devant la colère, le directeur a bien dû changer de langage.

Si certaines organisations



syndicales, comme la CGT, se contentent de soutenir le mouvement par tract, d'autres, comme FO, s'y opposent ouvertement. Malgré cela, les grévistes de Tours, où tout se décide en assemblée générale, éditent leurs propres tracts et décident de leurs actions.

La direction maintient sa position et ne veut rien lâcher, tout en ménageant les grévistes. Elle a fait savoir que les séances où elle s'est fait

prendre à partie ne seraient pas comptées en grève. Elle propose aussi de négocier le paiement des jours de grève... mais elle n'est pas terminée !

Les assemblées générales, toujours aussi animées, continuent de voter des débrayages quotidiens, un le matin et un l'après-midi, suivis par près d'une centaine de personnes en tout. L'enthousiasme est toujours là pour exprimer le ras-le-bol. À suivre...

Correspondant LO

• Communaux de Reims

« Nos sous ! »

En 2004, les agents de la mairie de Reims et de l'agglomération avaient obtenu d'être payés au double taux pour les astreintes effectuées. Au lieu de l'indemnité légale qui était alors de 121 euros, ils touchaient 242 euros. Mais cette année la trésorière des impôts, dont la tâche est de vérifier les comptes de la mairie, a estimé que cette somme ne correspondait à rien et a choisi de ne payer que 149,50 euros, soit l'indemnité légale revalorisée. Si bien qu'en avril le virement bancaire ne correspondait pas au montant indiqué sur la fiche de paie !

Les agents concernés se sont mobilisés. Réunis le mardi 13 mai à 250 à l'hôtel de ville, ils ont interpellé le directeur général et l'adjoint au personnel. Celui-ci, nouvel élu de droite, s'est taillé un franc succès en disant aux agents présents : « Je vais vous réexpliquer, parce que vous n'avez pas compris. » Ils avaient en fait très bien compris : il manquait une somme rondelette sur la paie et aucune explication ne pouvait les convaincre du contraire.

Le lundi 19 mai, c'est une centaine d'agents qui se sont fait remarquer devant la mairie, les camions des services d'assainissement ayant bloqué les rues autour de l'hôtel de ville. Au conseil municipal qui avait lieu le soir même, les agents ont fait entendre leur slogan : « On veut nos sous ! »

La nouvelle municipalité de droite cherche le moyen de désamorcer le mouvement. Elle jure de sa bonne foi et assure vouloir trouver un moyen légal de payer les agents, qui eux ont décidé de ne pas lâcher. Tant que le problème n'est pas réglé, ils ont décidé de suspendre les astreintes.

Si Arnaud Robinet, le nouveau maire, a du mal à trouver une solution légale pour mettre en ordre ses comptes et payer les travailleurs, qu'il demande l'aide de Catherine Vautrin, la nouvelle présidente de l'agglomération. En tant que trésorière de l'UMP, elle doit connaître toutes les ficelles comptables.

Correspondant LO

• Nutribio Montauban

Sept grévistes menacés

Lundi 12 mai, sept travailleurs actifs lors de la grève pour les salaires de mars dernier se sont vu refuser l'accès de leur entreprise Nutribio. Devant huissier et vigile, le patron les a mis à pied à titre conservatoire et convoqués le mardi 20 mai pour un entretien préalable à licenciement pour faute grave. Quatre d'entre eux sont des représentants du personnel, tous sont adhérents à la CGT.

Nutribio (ex-Euroserum) a pour activité principale la fabrication de lait infantile, notamment pour la marque Blédina. C'est une coopérative, filiale du groupe Sodiaal, et elle compte près de 100 salariés à Montauban.

Fin mars 2014, lors des négociations sur les salaires, à l'appel de la CGT Nutribio Montauban, une quarantaine de travailleurs firent grève. Du coup la direction, qui proposait 0,9 %, céda finalement une augmentation de 1,2 %, soit 23 euros mensuels. Les travailleurs de Montauban décidèrent de continuer leur mouvement pour réclamer 7 euros de plus et organisèrent le blocage des camions par un piquet de grève. Le patron fit appel à la justice pour demander l'évacuation du piquet de grève, ce qu'il obtint, et le préfet envoya les CRS dans la nuit du 4 au 5 avril. Le mouvement avait duré près de dix jours.

S'il fallait additionner les pertes liées aux dix jours de grève, les dépenses en frais d'avocat, en huissiers et vigiles, on arriverait à des sommes dépassant très largement le coût induit par l'augmentation de salaire demandée. Sept euros par mois, c'est 84 euros par an ! En réalité, le patron a voulu marquer les esprits en ne cédant pas d'un pouce. Mais il ne s'est pas arrêté à cette seule démonstration : les travailleurs ayant eu l'outrecuidance de réclamer sept euros de plus par mois, il voudrait... en licencier sept !

Dans l'entreprise, c'est un peu l'abattement face à cet acharnement. Mais, devant ce diktat patronal, la CGT de Montauban a décidé d'organiser un rassemblement devant l'usine toute la journée du 20 mai, en solidarité avec les travailleurs en instance de licenciement. Lutte Ouvrière s'est associée à cette manifestation.

Correspondant LO

• Intermarché – Reyrieux et Miribel (Ain)

Les Mousquetaires alimentent le chômage

Les travailleurs des bases logistiques Intermarché de Reyrieux et de Miribel, dans l'Ain, viennent de faire plusieurs jours de grève. ITM-LAI, la filiale logistique d'Intermarché, prévoit la fermeture d'ici 2017 des deux plates-formes qui emploient au total plus de 500 travailleurs, pour en construire une toute neuve, ultra sophistiquée, à Saint-Quentin-Fallavier dans l'Isère, qui tournerait avec moins de 200 personnes.

C'est la poursuite d'un programme qui vise à remplacer les 38 plates-formes actuelles du groupe par une douzaine entièrement neuves, mécanisées et automatisées, qui desserviront plusieurs régions. Depuis dix ans, plus de 2 000 emplois ont été supprimés sur 11 000 et, selon les syndicats, au moins

autant sont menacés dans les cinq ou six prochaines années.

Outre les 300 emplois purement et simplement supprimés, quasiment aucun salarié de Reyrieux et de Miribel n'envisage d'aller travailler tous les jours de l'autre côté de l'agglomération lyonnaise, à plusieurs dizaines de kilomètres.

Ils exigent donc des conditions de départ plus décentes que celles, dérisoires, proposées par la direction. Ils réclament des formations ou des préretraites payées par Intermarché.

L'enseigne des « Mousquetaires de la distribution » regroupe quelque 3 000 propriétaires de magasins indépendants possédant en commun les plates-formes logistiques et plus de 60 usines de production. Elle se porte très bien, avec un chiffre d'affaires de 40 milliards d'euros en 2013, en hausse de 3 %. Ceux qui font de la « proximité » avec les producteurs ou avec les

consommateurs un argument commercial n'hésitent pas, pour réduire la masse salariale et augmenter leurs marges, à rallonger les trajets des salariés de la logistique et les distances parcourues sur les routes par leur noria de camions.

Puisque les Mousquetaires ont les moyens d'investir quelque 2 milliards d'euros dans des nouvelles installations, qu'ils réduisent massivement le temps de travail et les cadences infernales, sans perte de salaire, qu'ils améliorent les conditions de travail pour conserver tous les emplois!

Correspondant LO

• Federal Mogul – Chasseneuil-du-Poitou (Vienne)

Une fermeture qui vient de loin

Début avril, la direction de l'usine Federal Mogul, située près de Poitiers, où sont fabriqués des pistons en aluminium pour moteurs diesel pour l'industrie automobile, annonçait la fermeture pour la fin 2014.

Interrogés par les syndicats, les mêmes patrons juraient pourtant, mi-février, que le site poitevin n'était pas menacé. Cette usine, contrôlée depuis 1998, par la multinationale nord-américaine éponyme – 44 000 travailleurs à travers le monde – regroupe encore 241 travailleurs (après en avoir compté jusqu'à 850, en 1983) avec une moyenne d'âge de 48 ans. Avec les sous-traitants, selon les syndicats, ce ne sont pas moins de 700 emplois qui sont sur la sellette. Si les effectifs ont connu une baisse continue, la production est toujours restée à un niveau élevé, témoignant d'une exploitation accrue dans les ateliers.

La direction n'a jamais été à court de pressions et de promesses pour faire passer des reculs. Après des suppressions de postes en 2009, elle avait exercé un chantage en 2011, sous forme de référendum, en promettant l'installation d'une nouvelle chaîne de production et le maintien des emplois jusqu'en 2015 au moins, contre une baisse de salaire sous la forme d'abandon de jours de RTT et d'allongement du temps de travail. Cet ultimatum fut alors avalisé par les deux syndicats CGT et FO. La nouvelle chaîne fut bien installée... mais n'a jamais

fonctionné et a fini par être transférée, en partie, sur un autre site de production. Aujourd'hui, la direction met en avant la stagnation du marché automobile pour justifier son plan de fermeture et la pression de ses donneurs d'ordres (PSA et Renault) pour imposer une baisse des prix des pistons.

Les syndicats ont été reçus fin avril au ministère des Finances. Des conseillers d'Arnaud Montebourg ont alors annoncé qu'ils allaient « rencontrer rapidement la direction de Federal Mogul pour connaître leur stratégie ». Seul résultat, les pouvoirs publics parlent maintenant de trouver un « repreneur de puissance internationale ». Mais un repreneur de quoi ? La direction a, peu à peu, vidé le site de son banc d'essai, de son bureau d'études, etc. Bref, derrière ces phrases ronflantes, l'État n'entend rien imposer aux actuels actionnaires.

Après un rassemblement le 7 mai, à l'occasion du comité central d'entreprise à Chasseneuil, un autre a eu lieu lors de la journée de mobilisation de la fonction publique, le 15 mai au matin, à l'appel de la CGT métallurgie (avec la présence de délégations de Valéo, des Fonderies du Poitou, de Magneti Marelli...). Les



Rassemblement devant l'usine le 7 mai

travailleurs de Federal Mogul ont alors rejoint les cortèges à Poitiers et à Châtelleraut, l'après-midi.

Les patrons auraient bien des moyens de maintenir l'emploi sur le site, en prenant sur leurs profits accumulés qui atteignent déjà 40 millions de dollars pour le seul premier trimestre 2014, ce que ni eux ni les politiciens à leur service n'envisagent une seule seconde.

Lors du dernier rassemblement, des grévistes ont projeté – avec raison – de s'adresser aux travailleurs d'autres usines. Dans la Vienne comme ailleurs, bien des travailleurs, de la Fonderie Saint-Jean à Ingrandes, en passant par CEIT et Kongskilde à Loudun, etc., ont des raisons de défendre leurs emplois, tant les lendemains semblent incertains.

Correspondant LO

Jamais assez

Son poste de PDG d'Alstom lui laissant apparemment trop de temps libre, Patrick Kron vient d'être nommé au conseil d'administration de Sanofi, en plus de sa place au CA de Bouygues où il siège depuis 2006.

Il a dit qu'il n'avait aucune expérience en matière de pharmacie. On le croit. Par contre, il en a une en matière de restructurations,

licenciements et suppressions d'emplois. Question rémunération, ce n'est pas mal non plus : en 2013, 2,55 millions d'euros en tant que PDG d'Alstom, en hausse de 11 %. On aimerait bien savoir quel est le montant de ses appointements au total... lui qui n'hésite pas à dire que les salaires des travailleurs ne peuvent pas être augmentés.

• Seita – Carquefou (Loire-Atlantique)

La résistance s'organise

À Nantes, depuis l'annonce de la suppression du site de Carquefou (327 emplois menacés), la riposte s'organise à l'usine de fabrication de cigarettes de la Seita, rachetée en 2008 par le groupe anglais Imperial Tobacco, un des plus gros trusts mondiaux du tabac.

La direction avait pourtant bien caché son jeu avant l'annonce de la fermeture, prévue pour décembre prochain. En effet elle cherchait même des volontaires pour faire du travail en heures supplémentaires les vendredis, pour ceux qui étaient de semaine de quatre jours.

Dès que les travailleurs de la Seita ont appris la fermeture programmée de leur site, des actions collectives ont été organisées par l'intersyndicale, à majorité CGT : un rassemblement devant l'usine, deux marches dans la zone industrielle pour se faire voir du reste des travailleurs de la zone, touchés aussi par des plans de licenciements, notamment à Trelleborg Modyn, équipementier automobile où 95 emplois sont aussi menacés sur les 290 salariés qui restent encore à l'usine. À la manifestation du 1^{er} mai à Nantes, un cortège de travailleurs de la Seita était en tête, et ils ont bien l'intention de ne pas en rester là.

Dans l'entreprise aussi, la lutte s'organise. Au grand dam

de la direction, un trésor de guerre a été rassemblé au milieu de l'usine. Un mur de cartons pleins de cigarettes a été entreposé là. La direction, qui ne voit pas cela d'un très bon œil, essaye de temps en temps d'enlever « cette verrue » trônant dans les ateliers à l'aide de quelques cadres, secondée par des huissiers.

L'infirmier, de son côté, n'a jamais été aussi remplie. En effet, à l'annonce de la fermeture, la direction a elle-même proposé aux salariés qui le désiraient de disposer d'un soutien psychologique. Chaque fois que la direction essaye de faire reprendre la production de cigarettes en mettant la pression sur les ouvriers de la chaîne, l'infirmier se retrouve donc prise d'assaut par les travailleurs concernés. Si un ouvrier est surpris par la direction en dehors de sa zone de travail et qu'elle lui demande ce qu'il fait là, la réponse fuse directement : « Je vais à l'infirmierie. »

La direction essaye de faire reprendre le travail à tout prix,

pour sortir ses cartons de cigarettes qui lui rapportent tant ! Chaque salarié a rapporté par son travail 40 000 euros par mois aux actionnaires du groupe en 2013 et le coût de fabrication d'un paquet de gauleuses blondes est de 4 centimes, avant d'être revendu 17 centimes par l'usine, avec une marge très confortable.

Les syndicats de leur côté essayent de reporter la réunion du comité central d'entreprise à la fin août. La direction, elle, aimerait la faire le plutôt possible, c'est-à-dire le 17 juin, avant les départs en vacances.

En attendant, le combat s'organise et ceux qui veulent y prendre part ont décidé de se regrouper dans un comité de lutte. Il faut se préparer à un bras de fer contre une direction qui n'en est pas à sa première fermeture, après celles des sites de Metz et Strasbourg en 2008, puis du site de Lille. Les emplois se réduisent comme peau de chagrin, malgré les 576 millions d'euros de bénéfices déclarés pour 2013. La Seita comptait encore 11 700 salariés en 1977, en 2015 ils ne seraient plus que 269 en manufactures.



Ces chiffres parlent d'eux-mêmes : qu'il s'agisse de produire des cigarettes ou autre chose, les capitalistes veulent supprimer le maximum d'emplois pour engranger plus de profits. C'est à cette logique infernale qu'il faut

s'attaquer. Les travailleurs de la Seita en sont bien conscients et ils ne sont pas prêts à ne pas se laisser mettre à la porte sans réagir.

Correspondant LO

• Gefco – Parc Industriel de la Plaine de l'Ain

En grève contre le harcèlement

Le licenciement abusif d'un conducteur de la société de transport de véhicules Gefco du site de Blyes, dans le parc industriel de la Plaine de l'Ain, a fait déborder la colère. Plus de la moitié des 80 travailleurs sont en grève depuis lundi 19 mars. Outre la réintégration de leur camarade, ils exigent l'arrêt du harcèlement qu'ils subissent depuis des mois. Ils ont été rejoints par des conducteurs de Clermond-Ferrand, eux-mêmes

inquiets pour leur emploi.

Gefco, qui emploie quelque 9 000 travailleurs en Europe, dont 4 300 en France, est une filiale à 25 % du groupe PSA et à 75 % de RZD, les chemins de fer russes, depuis que PSA, son principal donneur d'ordres, a revendu pour 800 millions d'euros la majorité de sa participation en 2012.

Pour augmenter toujours plus sa rentabilité, Gefco embauche des conducteurs

d'Europe de l'Est, très mal payés, et exerce des pressions sur tout le personnel pour augmenter sans cesse la productivité. Il y a quelques semaines, c'est au Havre qu'un salarié a été licencié sans raison réelle et sérieuse.

En se mettant en grève, les travailleurs utilisent la meilleure arme pour faire reculer Gefco et RZD mais surtout, derrière eux, le groupe PSA.

Correspondant LO

• LCL – Tours Denoyelle

Face aux suppressions d'emplois

À LCL, suite à l'annonce du plan de suppressions d'emplois touchant les sites de traitement administratif, une fois le coup passé, les interrogations et la grogne s'expriment.

Sur deux sites appelés à fermer (Strasbourg et Nancy), la CGT a appelé à faire grève le 15 mai, jour de la seconde réunion de comité central d'entreprise sur le sujet. Dans les deux cas, 100 % des salariés se sont mis en grève.

Des grévistes se sont retrouvés devant l'agence principale de chaque ville. Ils ont distribué des tracts et fait signer des pétitions qui ont reçu un bon accueil de la population.

À Tours, où deux tiers des effectifs doivent être supprimés et où une dizaine de salariés n'ont d'autres choix que la mutation où le licenciement, les militants CGT ont eux aussi décidé d'appeler à faire grève le 15 mai. 25 % du personnel

présent ce jour-là a fait grève et la plupart se sont joints à la manifestation de la fonction publique.

Bien sûr, ceux qui ont fait grève n'espèrent pas que cela fera faiblir la direction, mais ils ont voulu marquer le coup. Et les réactions de sympathie de certains sites ne peuvent que conforter la conviction que les grévistes avaient raison.

Correspondant LO

• Hospices civils de Lyon

Des coupes de budget très handicapantes

Suite au retrait en 2012 par l'Agence régionale de santé (ARS) d'une subvention pour la prise en charge de patients lourdement handicapés, des postes d'infirmières et d'aides-soignantes avaient été supprimés au centre de rééducation fonctionnelle Henry-Gabrielle, qui fait partie des Hospices civils de Lyon. Cela entraîne une modification de la prise en charge des handicapés. Un ratio d'admissions de patients a dû être mis en place, en fonction non pas des besoins de la population mais des moyens disponibles. Cela a abouti à une sélection des patients : un patient « lourd » pour deux patients « légers ».

Un comité de défense comprenant des soignants, des anciens patients et des familles de patients avait été créé à l'initiative de la CGT et de SUD. Depuis, il a multiplié les actions, dénonçant les ratios d'admissions et demandant des moyens de fonctionnement décents, mais sans être entendu par les élus et le gouvernement.

À la dernière conférence de presse du comité le 14 mai, une quarantaine de personnes, majoritairement des familles et des patients, ont une fois de plus dénoncé les mauvaises conditions d'hospitalisation. Des témoignages poignants se sont exprimés : angoisse de ne pas avoir les soins attendus, le patient n'ayant pas eu droit à une rééducation correcte par manque de séances de rééducation ; ou encore parce qu'il n'a pas pu être prêt à temps pour avoir ces séances, tout cela à cause de manque de moyens humains. Angoisse également des familles au moment de reprendre leur parent handicapé à domicile après une rééducation incomplète, d'autant plus que la prise en charge à domicile

est nettement insuffisante. À cette légitime inquiétude, l'administration ose répondre : « Prenez un kiné à domicile » ou bien encore : « Vous êtes marié pour le meilleur et pour le pire » !

Les soignants présents ont aussi dénoncé leurs conditions de travail. Le soir, il n'y a plus qu'une infirmière au lieu de deux pour 25 patients handicapés. Leur frustration est grande de ne pas pouvoir faire correctement leur travail de rééducation, de ne pas avoir les moyens et le temps de rendre autonome un patient avant son retour à domicile ; mais aussi de ne pas avoir le temps d'accompagner psychologiquement des personnes qui basculent brutalement dans le handicap.

Le comité doit rencontrer le comité de surveillance des Hospices civils de Lyon et se rendre une nouvelle fois à l'ARS. Mais, la ministre de la Santé ayant annoncé deux milliards d'économies, face à la dégradation de l'accueil des patients dans tous les hôpitaux, c'est une riposte d'ensemble qui s'impose.

Correspondant LO

• Bosnie

Inondations et séquelles de la guerre

Des pluies diluviennes ont provoqué des inondations catastrophiques en Bosnie et en Serbie, faisant 47 morts et obligeant des dizaines de milliers de personnes à quitter leur maison. Un million de personnes n'ont plus accès à l'eau potable.

« La seule différence par rapport à la guerre est que moins de gens sont morts », a déclaré un ministre, faisant allusion à la guerre civile de 1992-1995, quand les combats entre milices nationalistes ont amené l'éclatement de la Yougoslavie et coûté la vie à 100 000 personnes.

Mais voilà que les inondations actuelles menacent de charrier et de déterrer des mines datant de ce conflit. En effet des mines ont été posées le long des rivières de Bosnie, qui étaient souvent des lignes de démarcation entre les belligérants. Il en resterait encore 120 000, réparties sur 1 200 km². Depuis vingt ans,

elles ont tué 600 personnes et en ont blessé un millier d'autres. Il reste également 70 000 mines en Croatie.

Lundi 19 mai, un responsable de l'organisme bosnien qui gère le déminage a déclaré que « les flots et les glissements de terrain menacent de charrier une certaine quantité de mines et de détruire les panneaux qui informaient les citoyens de leur présence ». Le danger est important autour de villes du nord de la Bosnie et le long de plusieurs rivières.

Des engins explosifs pourraient être charriés par les cours d'eau se jetant dans la mer Noire. Certaines mines pourraient aussi arriver jusqu'aux turbines des centrales hydroélectriques.

Les séquelles de la guerre n'ont décidément pas fini d'empoisonner la vie des habitants de l'ex-Yougoslavie, y compris de façon très directe...

Jacques FONTENOY

• Santé en Europe

Situation catastrophique pour les plus pauvres

Mardi 13 mai, l'association Médecins du monde a rendu public un rapport sur la santé des plus démunis en Europe. Ce que révèle cette étude est révoltant.

Les populations les plus touchées sont les femmes et les enfants. Deux tiers des femmes enceintes n'ont pas eu accès aux soins nécessaires avant leur accouchement. La moitié des enfants mineurs ne sont pas vaccinés contre le tétanos, l'hépatite B, la rougeole ou la coqueluche.

Cette situation dramatique

ne tombe pas du ciel. Elle est la conséquence immédiate, directe, de toutes les politiques d'austérité, à commencer par les coupes claires dans les budgets de santé publique. Évidemment, les effets sont les plus dévastateurs là où ces mesures ont été les plus féroces. Ainsi, en Grèce, la mortalité des nouveau-nés a augmenté de plus de 21 % entre 2008 et 2011.

Ces chiffres semblent être ceux d'un pays pauvre. Et pourtant, l'Europe est un des continents les plus riches.

P. R.

• Afrique

Le capitalisme ne fait pas d'étincelles

Une conférence réunie à Abidjan en Côte d'Ivoire le 19 mai a constaté que 1,2 milliard de personnes dans le monde n'avaient pas accès à l'électricité. En Afrique sub-saharienne, ce sont 589 millions d'habitants qui en sont privés, presque les deux tiers de la population.

Cette conférence regroupait des spécialistes, surtout des entreprises intéressées par d'éventuels contrats, pour « surmonter

les obstacles au développement du secteur » électrique.

Malheureusement l'obstacle le plus important, dans ce domaine comme dans d'autres, est un système économique basé sur la recherche du profit avant tout, incapable de mettre cette technologie de base, un siècle après l'électrification de l'Europe, à portée de toute l'humanité.

L. D.

• Belgique

Élections sur fond de discrédit du gouvernement

Le 25 mai, les électeurs belges sont appelés à élire des représentants au Parlement fédéral (national), aux parlements régionaux (Flandre, Bruxelles, Wallonie) et au Parlement européen.

Avec la division linguistique du pays, les circonscriptions électorales ont été conçues pour que les électeurs néerlandophones ne puissent voter que pour des listes flamandes et les électeurs francophones pour des listes wallonnes, même pour les élections européennes. Les chaînes de télévision n'évoquent que rarement les événements de l'autre région linguistique et cela contribue à accentuer encore la division.

Dans leur compétition électorale, les partis se livrent donc dans deux langues à une surenchère de promesses : créer des dizaines de milliers d'emplois, baisser les impôts pour augmenter les salaires de plusieurs centaines d'euros, etc.

Ces promesses viennent après que le gouvernement fédéral sortant – une coalition présidée par le Premier ministre socialiste Di Rupo – a imposé les plus dures attaques contre la classe ouvrière : au blocage des salaires, aux attaques contre le régime des retraites, aux dizaines de milliers de chômeurs qui seront exclus de l'indemnisation, s'ajoutent les effets des 22 milliards

d'euros de mesures d'austérité, qui se traduisent par des milliers de suppressions d'emplois dans les communes, la fonction publique, les hôpitaux...

Les différents partis participent à l'un ou l'autre des cinq gouvernements de coalition que compte la Belgique (fédéral, régions, communautés linguistiques) et assument la mise en œuvre de ces mesures d'austérité. Leurs promesses suscitent donc de la colère et de l'écœurement dans de larges secteurs de la population et des travailleurs. Cela pousse le Parti socialiste francophone, concurrencé sur sa gauche dans les sondages par le Parti du travail de Belgique (PTB), à tenter de recréer un climat de peur pour l'avenir de la Belgique, du fait des nationalistes flamands.

En Flandre, la défiance vis-à-vis des partis traditionnels s'est exprimée aux dernières élections par la croissance des votes pour le parti nationaliste, la NV-A, donnant même 38 % à Bart de Wever à Anvers. La NV-A est créditée de 33 % des intentions de vote dans les sondages, largement devant les partis « classiques », dont plus aucun n'atteint 20 %. En Wallonie, les partis d'extrême droite ont jusqu'à présent tous échoué à regrouper leur électorat sous une seule bannière, d'où l'éclosion de dizaines de listes d'extrême droite aux discours plus ou moins racistes,

anti-immigrés et nationalistes wallons ou belges.

« À gauche de la gauche », comme il le revendique, le Parti du travail de Belgique (PTB) bénéficie aussi du rejet des grands partis, en particulier du Parti socialiste. Il avait eu plusieurs dizaines d'élus, en Flandre et en Wallonie, lors des élections communales de 2012 (toutes les élections sont à la proportionnelle). Les sondages le créditent de 8 % d'intentions de vote en Wallonie et à Bruxelles et il cherche maintenant à se présenter comme une alternative au PS, comme « la vraie gauche », dont les élus espérés proposeront « les bonnes lois », comme la taxe de 1 % sur les millionnaires... c'est-à-dire un genre d'ISF.

Cependant, dans sa campagne, le PTB ne fait guère référence à la classe ouvrière et à ses luttes. Quant à ses objectifs communiste et révolutionnaire développés dans les congrès, ses candidats évitent d'en parler publiquement. Si le PTB remporte un certain succès électoral, cela pourra traduire le discrédit des partis traditionnels dans l'électorat ouvrier, et tant mieux. Mais le parti qui permettrait aux travailleurs de s'organiser face aux attaques patronales et de donner une véritable perspective à leurs luttes, ce parti reste à construire.

Correspondant LO

Les candidats de Lutte Ouvrière – Belgique

Le groupe Lutte Ouvrière de Belgique, qui publie le journal *La voix des travailleurs – De stem van de arbeiders*, présente le 25 mai une liste dans la province du Hainaut, l'une des plus peuplées avec plus d'un million d'habitants et l'une des plus ouvrières des

onze provinces du pays.

Défendant le programme de l'interdiction des licenciements, du partage du travail entre tous et du contrôle des comptes des entreprises, ses militants ont mené campagne dans les principales villes industrielles de la région, recueillant de nombreuses

marques de sympathie et d'intérêt pour leurs idées. Leurs réunions publiques ont attiré quelques dizaines de sympathisants et de travailleurs curieux d'écouter ce qu'ils avaient à dire. Ainsi une autre voix a pu se faire entendre, au moins à cette échelle, dans ces élections.



• Mali

La guerre reprend à Kidal

Les soldats maliens et les groupes armés touareg se sont violemment affrontés samedi 17 mai dans le nord du pays, à Kidal, à l'occasion de la venue du Premier ministre Moussa Mara. Trente-six personnes ont été tuées, dont le préfet de Kidal et quatre sous-préfets. Le Premier ministre malien a aussitôt dénoncé une « déclaration de guerre » et envoyé 1 500 soldats à Kidal. Ironie du calendrier, ces événements surviennent au moment où Jean-Yves Le Drian, le ministre français de la Défense, devait se déplacer à Bamako pour annoncer la fin officielle de l'opération Serval présente au Mali depuis janvier 2013 et le déploiement de troupes dans d'autres pays du Sahel. La visite a dû être reportée.

La situation de Kidal, ville qui constitue la base des indépendantistes touareg du MNLA, est depuis longtemps en suspens. Les forces françaises en ont d'abord confié le contrôle au MNLA, pour prix de son aide dans la lutte contre les groupes intégristes

et afin d'éviter des exactions de l'armée malienne sur les populations touareg. Les accords de cessez-le-feu signés à Ouagadougou sous l'égide de la France ont ensuite prévu le retour progressif de l'administration et l'armée maliennes, en contrepartie de négociations

sur l'éventuelle autonomie des régions peuplées de Touareg.

Les autorités maliennes n'ont cependant jamais réussi à reprendre totalement le contrôle. Des manifestations avaient déjà empêché le précédent Premier ministre de s'y rendre en novembre dernier.

Quant aux négociations, elles tournent en rond, le gouvernement malien ne voulant manifestement faire aucune concession sur l'autonomie.

En venant à Kidal, Moussa Mara voulait affirmer l'autorité de son gouvernement sur l'ensemble du pays, lançant un défi aux indépendantistes touareg. Dès la veille de son arrivée, des femmes et des enfants ont manifesté près de l'aéroport. Les groupes armés du MNLA ont ensuite pris le contrôle de tous les points de passage, et ont fini par attaquer le bâtiment où le Premier ministre tenait une réunion.

Une trentaine d'officiels, aujourd'hui libérés, ont été pris en otages. Les autorités maliennes affirment que des jihadistes d'al-Qaïda au Maghreb islamique ont pris part aux combats au côté des hommes du MNLA, ce qui prouverait qu'ils n'ont pas été éliminés.

Rien n'est donc réglé au Mali, et la guerre peut resurgir du jour au lendemain. L'intervention militaire française a simplement rétabli – mais pour combien de temps? – un régime allié de l'impérialisme français, ce qui était son seul but.

Daniel MESCLA

• Inde

Le Congrès a fait le lit de l'extrême droite hindoue

Après un scrutin étalé sur cinq semaines, au cours duquel 554 millions d'électeurs (68 % des inscrits) se sont exprimés, les élections au Parlement indien se sont soldées par la défaite écrasante du Parti du Congrès au pouvoir. Du fait du scrutin majoritaire à un tour, son score de 19,3 % (-9,3 %) lui laisse tout juste 44 sièges sur les 543 du Parlement, soit une perte de 162 élus.

Jamais le Congrès, qui a dirigé le pays pendant plus de 54 ans depuis son indépendance en 1947, n'était tombé aussi bas, ni en voix, ni en sièges. Et cela donne la mesure du discrédit que lui vaut la corruption de son régime et une politique en faveur du capital qui, avec la crise, a entraîné une misère croissante.

Du coup, le principal rival du Congrès, le BJP (Parti du peuple indien), le parti de l'extrême droite nationaliste hindoue, obtient 31 % des suffrages (+12,2 %) et ses élus passent de 116 à 282 – ce qui donne au BJP la majorité absolue. C'est donc son candidat, le Premier ministre en exercice de l'État du Gujarat, Narendra Modi, qui est devenu Premier ministre de l'Inde.

Une parodie démocratique

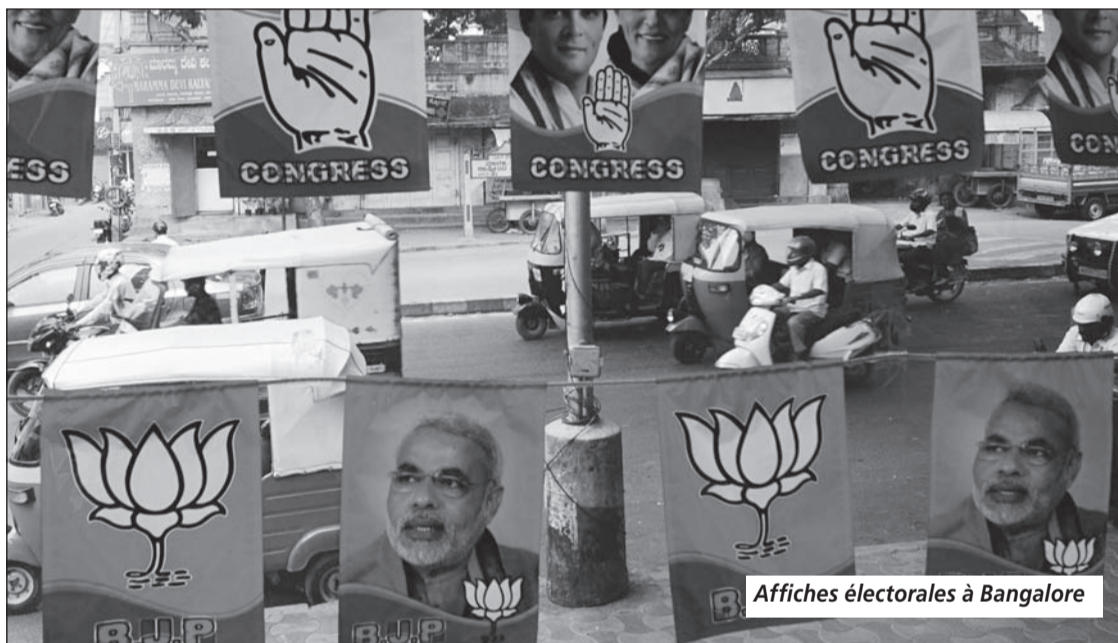
Le déroulement de ces élections aura constitué, en soi, une véritable insulte envers les classes pauvres. Ainsi le coût total de la campagne électorale est estimé à plus de 5 milliards d'euros – presque autant que la campagne présidentielle américaine de 2012 – ce qui représente la moitié du budget annuel du programme d'aide aux 90 millions de foyers les plus pauvres du pays!

Et encore ne s'agit-il que des dépenses de campagne

à peu près mesurables. En plus, il y a l'« argent noir », selon l'expression consacrée en Inde, qui sert à acheter les voix. À elles seules, les saisies de la commission électorale ont ainsi permis de récupérer 5 millions d'euros d'« argent noir », et ce n'est qu'une toute petite partie de l'iceberg.

Bien que l'un des principaux thèmes ait été celui de la lutte contre la corruption, celle-ci a été d'ailleurs présente sous toutes ses formes dans ces élections. C'est ainsi qu'on estime à 17 % la proportion des candidats faisant l'objet de poursuites judiciaires, souvent pour des motifs liés à la corruption, mais aussi pour d'autres allant du viol à l'assassinat.

Enfin, dans ce pays pauvre que la presse occidentale ose décrire comme « la plus grande démocratie du monde », on a assisté à toutes les formes habituelles de tricheries et de violences, décrites ainsi par une organisation de défense des droits de l'homme indienne : « Vols et bourrages d'urnes, usurpations de cartes d'électeur, gangs armés empêchant les électeurs d'accéder aux bureaux de vote et usant d'intimidation; militants passés à tabac, torturés, voire abattus; usage fréquent de matraques, d'armes à feu, voire de bombes en guise d'arguments électoraux. »



Affiches électorales à Bangalore

Alors, les autorités peuvent bien se vanter d'un taux de participation record (+9 % par rapport à 2009). Mais, outre le fait que le taux d'inscription sur les listes électorales a baissé, qui peut savoir ce que cache réellement cette hausse de la participation électorale?

La victoire du BJP

Ces élections n'auront en tout cas pas permis aux classes populaires de s'exprimer, car aucun des partis présents nationalement ne représentait leurs intérêts. Tout au plus ont-elles été un scrutin pour ou contre le Congrès. Et si le BJP en a été le principal bénéficiaire, cela tient d'une part au fait que c'était dans bien des endroits le seul adversaire crédible, et d'autre part au fait qu'il dispose de moyens considérables.

Le BJP est en effet le bras parlementaire de la galaxie que forme l'extrême droite nationaliste hindoue. On y trouve de multiples

associations religieuses et culturelles, des groupuscules ayant tous les attributs des gangs néo-nazis occidentaux et une centrale syndicale dont les sections se comportent plus comme des syndicats patronaux que comme des syndicats. Mais son principal levier est le RSS (Organisation nationale des volontaires), organisation de plusieurs millions de membres qui, sous couvert de tradition culturelle hindoue, sont organisés en escouades subissant un entraînement militaire régulier. Ses membres ont été au premier rang des pogromes antimusulmans du passé.

Le nouveau Premier ministre indien, Modi, lui-même un dignitaire du RSS, fut compromis jusqu'au cou dans le pogrome de 2002 qui fit 2000 morts au Gujarat, avant de se faire réélire immédiatement après dans une campagne électorale lourdement chargée de démagogie antimusulmane.

Cette année, ce n'est pas cet aspect de sa politique que le BJP a fait valoir, en se présentant comme le seul parti capable de sortir l'Inde de la corruption. Cela ne manque pas de cynisme, vu la longue série de scandales qui marqua son passage au pouvoir entre 1996 et 2004. Mais surtout le BJP a promis de sortir le pays d'une crise qui pèse de plus en plus sur la population, en lui appliquant les méthodes qui, selon les commentateurs, ont permis à Modi de faire du Gujarat l'un des États indiens les plus riches, c'est-à-dire pour l'essentiel la multiplication des zones franches, la baisse des salaires et le gel ou la suppression de tous les programmes sociaux.

La victoire du BJP n'est sans doute pas une bonne nouvelle pour la classe ouvrière et les pauvres. Mais on comprend l'enthousiasme de la bourse de Bombay, qui a fait un bond de 5 % à l'annonce des résultats!

François ROULEAU

• Turquie

Plus de 300 morts à la mine de Soma Ce n'est pas un accident, c'est un crime

Selon les chiffres officiels, 301 travailleurs ont perdu la vie dans l'accident survenu le 14 mai dans la mine de lignite de Soma, en Turquie. Quatre jours après l'incendie qui a été au départ de l'accident, son patron Alp Gürkan est sorti de son silence. Dirigeant de la société qui loue la mine à l'État et l'exploite en échange d'une redevance, il a tenu une conférence de presse aux côtés de trois autres responsables.

« Nous ne connaissons pas les raisons de l'incendie mais en tout cas nous n'avons commis aucune faute » : telle est en substance leur conclusion. Voilà ce que des patrons, pour qui les ouvriers ne sont que des outils de production, ont l'audace de dire : ils ne savent rien, sauf qu'ils ne sont pas responsables.

Ces travailleurs sont morts des conditions dans lesquelles ils produisaient pour le profit des patrons. Les mineurs ont multiplié les avertissements pendant des jours. Tout montrait qu'en matière d'insécurité les bornes étaient dépassées. Mais, au lieu de faire le nécessaire, ces patrons ont contraint les travailleurs à continuer de produire. Des changements ont même été introduits, sous prétexte que la production n'allait pas. La quantité de poussière de lignite augmentant à l'intérieur de la mine, la quantité d'oxygène injectée a été augmentée. Il ne manquait plus que l'étincelle et celle-ci n'a pas tardé à surgir, provoquant la

catastrophe.

Dès les premiers jours, des dirigeants politiques aux prétendus spécialistes, tous ont déclaré que la mine était parmi les meilleures, les plus modernes, les plus contrôlées. Ils précisent maintenant qu'il en allait autrement pour les autres sociétés sous-traitantes. Mais ces mêmes patrons sans vergogne continuent de montrer tranquillement à la presse les vestiaires lamentables réservés aux ouvriers, en osant déclarer qu'ils ressemblent « à des hôtels de luxe ».

Les proches des mineurs ont attendu pendant des jours, aux entrées de la mine ou aux portes des hôpitaux, les mineurs rescapés ont crié, protesté, manifesté. Ils n'ont eu en réponse que des coups, les canons à eau de la police et certains ont été arrêtés. Mais Alp Gürkan continue de se promener au-dehors, bien propre sur lui !

D'où lui vient cette tranquillité, sinon du seul fait d'être



patron ? Un patron qui, aux heures mêmes où les travailleurs perdaient la vie, se réunissait avec des ministres qui ne trouvaient aucun problème à dégager sa responsabilité. Il est de ceux qui savent que les politiciens, les lois, l'État avec sa police et tous leurs hommes travaillent pour eux. Avec les hauts dirigeants de l'État, avec les dirigeants politiques, ceux-ci ont des milliers de liens. Il est de ceux qui peuvent les siffler et dire « c'est à moi » quand il s'agit de la vie des ouvriers et des biens accumulés au prix de leur sueur.

Même pour un travail aussi dur et dangereux que celui de mineur, ces patrons méprisent la

vie humaine, les seules mesures qu'ils appliquent sont celles visant à augmenter la production. Les mêmes patrons deux ans auparavant, en modifiant la loi dite de « santé et sécurité des travailleurs » sous le nom de « santé et sécurité au travail », ont obtenu du gouvernement une loi correspondant à leurs désirs. Le gouvernement s'est alors vanté d'avoir su travailler avec les représentants patronaux. Il a dit vrai.

La richesse produite par 5000 mineurs, dans des conditions très dures et dangereuses, peut aboutir dans les mains d'un seul homme et il peut l'utiliser selon ses souhaits : voilà

la logique de ce système. Si les travailleurs avaient donné leur avis, cet argent aurait dû bien sûr servir en priorité à leur sécurité et à protéger leur santé. Au lieu de cela, ce patron l'a utilisé pour édifier un gratte-ciel à Maslak, un quartier de luxe d'Istanbul, un gratte-ciel d'un tel luxe que l'argent utilisé pour un seul de ses étages aurait pu sauver la vie de tous les mineurs. Cette société lui en donne le droit. Voilà pourquoi ce qui s'est produit le 14 mai dans la mine de Soma n'est pas un accident, c'est un crime.

Correspondance
Sinif Mücadelesi
(Turquie – UCI)

« Les ouvriers meurent, le capital profite »

L'abaissement du prix de revient de la tonne de charbon de 130/140 dollars pour l'État à 23,8 dollars, avec les « méthodes de travail du secteur privé » tant vantées par Soma Holding et son patron, a causé la mort de centaines d'ouvriers.

Comme tous les patrons, celui de Soma Holding ment. Même alors que l'on menait les corps des mineurs au cimetière, il continuait de mentir. Il a menti en parlant de l'explosion d'un transformateur,

menti en disant qu'il n'y avait dans la mine que 200 à 300 travailleurs, il ment en déclarant que toutes les mesures de sécurité avaient été prises. Avec lui, des prétendus spécialistes jusqu'aux politiques, tous ceux

qui soutiennent ce système de profits mentent et continuent de mentir.

Sous le nom de « système de redevance » se cache un système de sous-traitance de cette mine, propriété d'État, au secteur privé. Ses patrons, pour augmenter la production en s'asseyant sur les droits ouvriers, les font travailler sous un grand nombre de statuts différents. Après quoi, avec l'appui

des responsables politiques, ils adaptent les lois à la situation. Les patrons conseillent les politiques, les gouvernements, les représentants de l'État, font pression pour les plier à leurs demandes. Et ils trouvent encore de nombreuses complicités.

Voilà pourquoi le Premier ministre Erdogan a fait son possible pour brouiller les cartes, prenant l'exemple

des accidents du siècle dernier et déclarant que les accidents mortels sont inévitables dans les mines, pour jeter un voile sur les responsabilités des patrons et pour les protéger. Mais c'est aussi la raison de la révolte qui a fait manifester les mineurs de Soma et qui a entraîné des manifestations dans toute la Turquie, d'Istanbul à Ankara et d'Adana à Izmir.

S. M.

• Union européenne

Aux petits soins pour les armateurs

Le 7 mai, les ministres responsables des transports maritimes des 28 pays européens se sont réunis à Athènes. Ils ont voté à l'unanimité un plan d'organisation de ce secteur pour les années à venir. En cette période d'élections et de discussions autour de ce qu'est et n'est pas l'Union européenne, cette déclaration est assez démonstrative.

Elle commence par des condoléances adressées au gouvernement coréen à propos du naufrage ayant causé

la mort de trois cents passagers. Elle poursuit avec la mention des naufrages répétés de bateaux d'immigrants aux abords des côtes européennes, se contentant là encore de déplorations. Elle continue, à l'initiative paraît-il du ministre français, en soulignant l'importance d'une bonne instruction des marins, sans toutefois donner le moindre moyen d'y parvenir. De même, la déclaration estime que l'existence d'une convention internationale du droit

des marins est une excellente chose, déplore qu'elle ne soit pas plus respectée, mais ne donne aucune consigne pour qu'elle le soit, même pas dans les ports d'Europe.

Après toutes ces déclarations sans contenu et sans effet, on passe aux choses sérieuses. Les aides diverses aux armateurs, dont l'exonération de cotisations sociales, sont maintenues, sous prétexte de concurrence des marines des pays pauvres. Les transformations obligatoires des navires

pour cause de lutte contre la pollution et raisons de sécurité sont subventionnées. Les installations portuaires seront modifiées à cet usage sans qu'il en coûte rien aux armateurs. Les nouvelles lignes de transport maritime, dites autoroutes de la mer, seront subventionnées. Les États paieront les frais, les armateurs garderont les bénéfices.

L'association des armateurs européens a applaudi cette initiative selon le terme de son communiqué.

Manifestement, ces gens étaient réunis pour discuter et régler quelques problèmes d'une catégorie de capitalistes et se sont comportés en fidèles exécutants de leurs volontés. Ce n'est pas « l'Europe » qui a parlé par la voix des 28 ministres, mais les compagnies maritimes privées, les armateurs, les banquiers qui investissent dans ce secteur qui ont fait valoir leurs intérêts. Quant aux marins, ils repasseront.

Paul GALOIS